

Bordereau attestant l'exactitude des informations - BOBIGNY - 9301 - Documents comptables (B-S) - Dépôt le 08/07/2024 - 19110 - 2010 B 05720 - 385 365 713 - INETUM

1.COMPTES SOCIAUX ANNUELS

1.1 Bilan

		Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	31.12.23 Valeurs nettes	31.12.22
Immobilisations incorporelles	note 1	289 127	(75 301)	213 826	194 149
Immobilisations corporelles	note 2	49 938	(31 042)	18 896	24 953
Immobilisations financières	note 3	733 412	(32 827)	700 585	667 392
ACTIF IMMOBILISE		1 072 477	(139 170)	933 307	886 494
Stock de marchandises		450	(62)	388	187
Avances versées sur commandes en cours		1 868	-	1 868	2 760
Créances clients et comptes rattachés	note 4	206 166	(22 027)	184 139	198 735
Autres créances	note 5	109 426	(9 150)	100 276	147 854
Valeurs mobilières de placement		30	-	30	30
Disponibilités		48 128	-	48 128	81 802
Charges constatées d'avance		16 980	-	16 980	19 030
ACTIF CIRCULANT		383 048	(31 239)	351 809	450 397
Charges à répartir sur plusieurs exercices	note 6	-	-	-	-
Ecarts de conversion actif		-	-	-	-
TOTAL ACTIF		1 455 525	(170 409)	1 285 116	1 336 890

(en milliers d'euros)				31.12.23	31.12.22
Capital				135 998	134 695
Primes d'émission, de fusion, d'apport				71 094	62 082
Réserve légale				13 470	13 314
Report à nouveau				120 484	97 822
Résultat de l'exercice				(62 798)	22 817
Provisions réglementées				54 197	45 813
CAPITAUX PROPRES	note 7			332 444	376 544
Provisions	note 8			21 876	1 445
Autres fonds propres				14	14
PROVISIONS ET AUTRES FONDS PROPRES				21 890	1 459
Emprunt obligataire	note 9			-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	note 9			-	-
Dettes financières diverses	note 9			580 884	637 016
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				3 354	2 272
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	note 10			72 708	56 682
Dettes fiscales et sociales	note 10			184 167	183 030
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	note 10			13 581	11 911
Autres dettes	note 10			18 922	12 790
Produits constatés d'avance				57 166	55 185
DETTES				930 782	958 886
Ecarts de conversion passif				-	-
TOTAL PASSIF				1 285 116	1 336 890

1.2 Compte de résultat

(en milliers d'euros)		2023	2022
Prestations de services		926 941	880 178
Ventes de marchandises		7 056	5 679
CHIFFRE D'AFFAIRES	<i>note 11</i>	933 997	885 857
Production immobilisée	<i>note 12</i>	13 545	14 071
Subventions d'exploitation		-108	1 527
Reprises de dépréciations et provisions et transferts de charges	<i>note 13</i>	46 595	16 802
Autres produits		-41	251
PRODUITS D'EXPLOITATION		993 988	918 508
Autres achats et charges externes		(284 447)	(232 193)
Impôts et taxes et versements assimilés		(16 505)	(18 829)
Salaires et traitements		(446 971)	(422 057)
Charges sociales		(198 400)	(190 398)
Dotations aux amortissements et dépréciations	<i>note 14</i>	(22 132)	(20 413)
Autres charges		(152)	(745)
CHARGES D'EXPLOITATION		(968 608)	(884 636)
RESULTAT D'EXPLOITATION		25 380	33 874
Produits financiers des participations		28 956	35 108
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		0	0
Autres intérêts et produits assimilés		88	6 530
Reprises sur provisions et dépréciations		0	548
Différences positives de change		86	163
PRODUITS FINANCIERS		29 130	42 349
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		(14 804)	(785)
Intérêts et autres charges financières		(31 397)	(33 731)
CHARGES FINANCIERES		(46 201)	(34 516)
RESULTAT FINANCIER	<i>note 15</i>	(17 071)	7 833
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		8 309	41 707
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		10 353	739
Produits exceptionnels sur opérations en capital		0	0
Reprises de provisions exceptionnelles et transferts de charges		10 402	9 472
PRODUITS EXCEPTIONNELS		20 755	10 211
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		(56 185)	(15 754)
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		(2 526)	(2 091)
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		(38 417)	(17 842)
CHARGES EXCEPTIONNELLES		(97 128)	(35 687)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	<i>note 16</i>	(76 373)	(25 476)
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	<i>note 17</i>	-	-
Prime de partage des profits		-	-
Impôt sur les bénéfices	<i>note 18</i>	5 270	6 586
RESULTAT NET		(62 798)	22 817

2. NOTES ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX ANNUELS

2.1 Principaux Événements de l'exercice

Depuis le 1er janvier 2023 le siège social de la Société est situé 7 Rue Touzet Gaillard 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine.

Par assemblée générale mixte en date du 7 mars 2023, Inetum a été transformée en société par actions simplifiée emportant fin des mandats des administrateurs de la Société sous son ancienne forme de société anonyme et nomination de la société Granite France Bidco (903 013 084 RCS Bobigny) en qualité de Président de la Société. Les statuts ont été entièrement modifiés afin de prendre en compte ces changements.

AUGMENTATION DE CAPITAL

Le 20 décembre 2023, l'associé unique a décidé d'une augmentation de capital en nature d'un montant de 1 302 336 € par voie d'émission de 651 168 actions d'une valeur nominale de 2€ assortie d'une prime d'apport totale de 9 012 milliers d'euros d'une valeur unitaire de 13.84 €. Le montant du capital est donc porté à 135 997 752 euros.

ACQUISITIONS

Par acte réitératif à l'acte de cession du fonds de commerce du 4 août 2023, Inetum a acquis de la société VISEO (RCS NANTERRE 793 288 010) son fonds de commerce « Microsoft Dynamics ».

Par acte en date du 4 septembre 2023, Inetum a acquis 100% des actions de la SAS 47 QUAI (RCS NANTERRE 840 534 929).

Par acte en date du 5 septembre 2023, Inetum a acquis 100% des actions de la SA PROCEED (RCS NANTERRE 881 292 064).

CESSIONS

Le 20 décembre 2023, Inetum a conclu un « Settlement agreement » avec la société ASTEK SINGAPORE INNOVATION TECHNOLOGY PTE Ltd, portant sur le transfert de contrats clients et salariés exploités par notre succursale à Singapour.

TRANSMISSIONS UNIVERSELLES DE PATRIMOINE (TUP)

Dans un but de simplification juridique du groupe en France, la société INETUM OUTSOURCING France a été dissoute sans liquidation par transmission universelle de leur patrimoine à la société Inetum en date du 31 janvier 2023.

La Transmission universelle de patrimoine a été effectuée à la valeur comptable.

L'écart négatif constaté entre l'actif net reçu et la valeur nette comptable de la participation correspondant aux plus-values latentes sur les actifs apportés a été comptabilisé en Fonds de commerce et fera l'objet d'un test de dépréciation une fois par an (cf §2.3).

Au 31 janvier 2023, le montant comptabilisé en fonds commercial est de 661 milliers d'euros.

Les conséquences de cette opération sur les comptes 2023 sont indiquées dans les notes sur le bilan.

2.2 Événements postérieurs à la clôture

TRANSMISSIONS UNIVERSELLES DE PATRIMOINE (TUP)

Deux nouvelles transmissions universelles de patrimoine (TUP) ont eu lieu en 2024 :

- La société 47 Quai a été dissoute sans liquidation par transmission universelle de leur patrimoine à la société Inetum en date du 01 janvier 2024
- La société Proceed a été dissoute sans liquidation par transmission universelle de leur patrimoine à la société Inetum en date du 01 janvier 2024

Les transmissions universelles de patrimoine ont été effectué à leurs valeurs comptable. Les malis de fusion constatés sont respectivement de 13 271 118 € et 2 732 735 € et ils sont comptabilisés en fonds commercial au 01 janvier 2024.

CESSIONS

Inetum a conclu le 15 mars 2024 un acte de cession des titres des filiales Inetum Cote d'Ivoire, Inetum Egypt et Inetum Middle East.

Les actifs détenus par la société INETUM auprès de ces filiales ont fait l'objet d'une dépréciation à la clôture du présent exercice (note 3).

CONTRÔLE TIERS

La société INETUM fait l'objet d'un contrôle fiscal en cours après la clôture de l'exercice 31 décembre 2023 sur la période vérifiée 2020 – 2021 -2022.

PESPECTIVE D'AVENIR

Inetum envisage de fermer sa succursale de Singapour.

Dans le cadre des opérations de filialisation de l'activité software, Inetum devrait apporter à la société Inetum Software Holdco par voie d'apport partiel d'actif à la valeur comptable, 100% des actions lui appartenant au sein d'Inetum Software France. Puis Inetum céderait à son associé unique, Granite France Bidco, les actions détenues dans la société Inetum Software Holdco.

2.3 Règles et principes comptables

PRÉAMBULE

Les comptes annuels sont présentés conformément aux dispositions de l'Autorité des normes comptables et plus particulièrement au règlement ANC n° 2018-07 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Fonds commerciaux

Les fonds de commerce ont une durée de vie illimitée et font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

La valeur d'utilité est appréciée sur la base d'une estimation des flux de trésorerie futurs actualisés selon les principes suivants :

- les flux de trésorerie sont issus de prévisions sur 5 ans ;
- le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital du secteur ;
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuelle. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opère l'entité concernée, ainsi qu'avec sa position concurrentielle.

Le cas échéant, une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur au bilan.

La quote-part des fonds de commerce liée à la clientèle est amortie sur 5 ans linéairement.

Logiciels et Frais de développement

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et amortis sur le mode linéaire, en fonction de leur durée prévisible d'utilisation de 1 à 5 ans.

Les logiciels créés à usage interne sont inscrits à l'actif du bilan et amortis sur le mode linéaire, à compter de la mise en service, sur la durée prévue d'utilisation de 5 à 10 ans.

Les frais de développement sont inscrits à l'actif du bilan et amortis sur le mode linéaire, à compter de la mise en service, sur la durée prévue d'utilisation de 5 ans.

L'évaluation de la valeur des actifs immobilisés est effectuée chaque année, ou plus fréquemment si des événements ou circonstances, internes ou externes, indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue. La réalisation de performances sensiblement inférieures aux budgets ayant servi de base dans le cadre des évaluations précédemment réalisées, est considérée comme un indice de perte de valeur.

En particulier, la valeur au bilan des frais de développement activés est comparée à la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés (DCF), basée sur les budgets d'exploitation pour l'exercice à venir et des prévisions de chiffres d'affaires pour les quatre années suivantes. Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si la valeur au bilan est supérieure à la valeur d'utilité.

Il est constaté un amortissement dérogatoire pour le montant des dépenses portées à l'actif tant sur les logiciels créés à usage interne que sur les frais de développement activés.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les frais d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charges de l'exercice.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la durée d'utilisation probable des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

- Matériel informatique : 1 à 5 ans ;
- Matériel de transport : 5 ans ;
- Matériel de bureau/autres : 5 à 10 ans.

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Titres de participation et autres titres immobilisés

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

Les frais liés à ces acquisitions sont enregistrés en charges exceptionnelles.

La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte, notamment, de la quote-part d'Inetum dans les capitaux propres de ces sociétés et des perspectives de rentabilité appréciées par référence aux flux de trésorerie futurs actualisés de ces sociétés selon les principes suivants :

- les flux de trésorerie sont issus de prévisions sur 5 ans ;
- le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital du secteur ;
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuelle. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opère l'entité concernée, ainsi qu'avec sa position concurrentielle.

Les actions propres acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions à objectifs multiples sont considérées comme des titres immobilisés. Lorsque leur valeur d'acquisition est inférieure à la moyenne des cours du dernier mois, une dépréciation est enregistrée correspondant à la différence entre le cours historique et la moyenne des cours du mois.

Créances rattachées à des participations

Dans le cadre de la gestion de leur trésorerie, Inetum et ses filiales ont des intérêts financiers communs. Une optimisation de la gestion de leurs flux et de leurs besoins et excédents de trésorerie est réalisée par la Société mère. Ces opérations sont réglementées par les conventions de trésorerie signées entre Inetum et ses filiales.

Les sommes mises à la disposition de Inetum par ses filiales sont rémunérées sur la base de la moyenne trimestrielle Euribor 3 mois + 0,75 %.

Les sommes prêtées par Inetum à ses filiales sont rémunérées sur la base de la moyenne trimestrielle Euribor 3 mois + 1,25%

Cette règle de calcul des intérêts sur comptes courants a pour objectif de se rapprocher de la réalité économique des taux d'intérêt pratiqués par les banques et les établissements de crédit.

La décision de déprécier les comptes courants et créances rattachées à des filiales d'Inetum, est effectuée en tenant compte notamment des capitaux propres de ces sociétés et des perspectives de rentabilité appréciées par référence aux flux de trésorerie futurs actualisés de ces sociétés.

ACTIF CIRCULANT

Clients et comptes rattachés

DÉPRÉCIATION DES CRÉANCES CLIENTS

Les créances dont l'échéance est dépassée depuis plus de 12 mois font l'objet d'une analyse au cas par cas et d'une dépréciation en fonction du risque de non-recouvrement, le cas échéant, à l'exception des créances garanties par la société Euler Hermes Sfac et des créances sur les administrations qui ne font pas l'objet de litiges.

Les créances faisant l'objet de litiges sont dépréciées au cas par cas.

AFFACTURAGE DES CRÉANCES CLIENTS

Inetum procède à l'affacturage de la majeure partie de ses créances clients auprès de BNP Paribas *Factor*. Une assurance couvre partiellement le risque de non-paiement.

En présence d'un contrat d'affacturage sans recours, les créances pour lesquelles la quasi-totalité des risques et avantages a été transférée ne sont pas maintenues dans le poste « clients ».

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition ou pour leur valeur d'inventaire si celle-ci est inférieure.

L'évaluation est estimée globalement par type de placement en fonction des cours officiels à la date de clôture de l'exercice.

CHARGES A RÉPARTIR

Les frais d'émission d'emprunts sont comptabilisés en charges à étaler et repris sur la durée de l'emprunt.

Les frais d'augmentation de capital sont imputés nets d'impôt sur les primes d'émission.

CONVERSION DES ÉLÉMENTS EN DEVISES

Les dettes et créances libellées en devises sont converties aux cours en vigueur au 31 décembre. Les pertes de change latentes dégagées à cette occasion sont provisionnées.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions sont constituées pour couvrir des risques et charges nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables et qui peuvent être évalués de manière fiable.

Inetum ne provisionne pas ses engagements relatifs aux avantages du personnel à long terme. Les engagements de retraite figurent en engagements hors bilan, ils sont évalués conformément aux dispositions de la recommandation n° 2018-07 de l'ANC.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cadre de sa gestion du risque de taux et de change, Inetum est amené à souscrire des instruments dérivés. Inetum applique un traitement comptable de couverture conformément à l'article 372-2 du PCG. Pour être qualifié de couverture, il est notamment nécessaire que les instruments dérivés aient pour effet de réduire le risque de variation de valeur affectant l'élément couvert et que les variations de valeur de l'élément couvert et l'instrument dérivé soient corrélées.

Les écarts de taux dégagés sur ces instruments financiers sont comptabilisés en résultat financier.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Les règles de prise en compte du chiffre d'affaires sont les suivantes :

1) Assistance technique, conseil et intégration de systèmes en régie

Le chiffre d'affaires de ces prestations est comptabilisé au fur et à mesure que le service est rendu. Le revenu est évalué en fonction du prix de vente contractuel et des temps passés facturables. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

2) Prestations faisant l'objet d'un forfait

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir. Une provision pour perte à terminaison est constatée contrat par contrat dès qu'une perte est anticipée. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

3) Intégration de systèmes associée à des ventes de matériels

La part de revenu relative aux matériels est enregistrée lorsque le transfert des risques et avantages est effectué. Ce transfert a généralement lieu à la livraison, sauf dans les cas où les projets présentent un degré de complexité inhabituel et sont susceptibles de comporter des risques particuliers quant à leur achèvement. Dans ce cas, le projet est considéré dans son ensemble et le revenu est enregistré à l'avancement.

La part de revenu relative aux prestations de services est enregistrée à l'avancement sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir.

4) Ventes de progiciels et de matériels

Pour les ventes de progiciels et de matériels réalisées indépendamment de toute prestation de service, le chiffre d'affaires est constaté lorsque le risque est transféré au client. Ce transfert a lieu à la livraison.

5) Maintenance

Le chiffre d'affaires relatif à ces prestations est enregistré *pro rata temporis* sur la durée du contrat.

IMPÔT SUR LES RÉSULTATS

L'impôt est calculé au taux en vigueur à la fin de l'exercice.

1) Intégration fiscale

La société Inetum n'est désormais plus tête de Groupe du périmètre d'intégration fiscale sur l'exercice 2023. Elle relève désormais de la société GRANITE Holdco, tête de groupe d'intégration fiscale au 1^{er} janvier 2023.

2) CIR

Les crédits d'impôt recherche sont comptabilisés en produit d'impôt.

RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments, qui, en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non-réurrence, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la Société.

2.4 Notes sur le bilan

NOTE 1 - Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	31.12.22	Augmentations	Diminutions	Effet des TUP et Reclas.	31.12.23
Frais d'établissement	437				437
Fonds de commerce	150 303	8 799		661	159 763
Relations Clientèle	16 160				16 160
Frais de développement	19 463	1 077	-2 217		18 323
Logiciels	55 032	407			55 439
Immobilisations incorporelles en-cours	24 946	15 874	-1 814		39 006
Valeurs brutes	266 340	26 158	-4 030	661	289 128
Frais d'établissement	437				437
Fonds de commerce	0				0
Relations Clientèle	12 846				12 846
Frais de développement	14 265	2 484	-2 847		13 902
Logiciels	37 397	3 630			41 027
Immobilisations incorporelles en-cours	0				0
Amortissements	64 948	6 114	-2 847	0	68 215
Fonds de commerce	6 695				6 695
Logiciels	548		-156		392
Dépréciations	7 243	0	-156	0	7 087
Valeurs nettes	194 149	20 043	-1 027	661	213 826

Les fonds de commerce concernent le mali de fusion de la société tupée Inetum Outsourcing ainsi que le rachat de Microsoft Dynamics auprès de la société VISEO à hauteur de 8 799 milliers d'euros.

Les immobilisations incorporelles en-cours concernent des projets sur des logiciels à usage interne ainsi que des frais de développement.

Les provisions d'amortissement des frais de développement comprennent des amortissements accélérés sur les licences Oracles pour 346 milliers d'euros.

Les provisions pour dépréciation de logiciels concernent, à hauteur de 392 milliers d'euros le logiciel à usage interne Théseus dont la mise au rebut avait été anticipée à la suite du changement d'ERP au sein du groupe.

Les relations clientèle se décomposent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Date d'acquisition	Valeur Brute	Dotation 2023	Amort Cumulé	Valeur Nette
Gfi BUS - Relation Clientèle	01.10.15	14 094,00	0,00	10 780,00	3 314 (1)
Gfi IES - Relation Clientèle	01.07.06	1 066,00		1 066,00	
Euvoxa - Relation Clientèle	01.01.09	1 000,00		1 000,00	
TOTAL		16 160,00	0,00	12 846,00	3 314

1 : Correspond au fonds de commerce Thales

NOTE 2 - Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	31.12.22	Augmentations	Diminutions	Effet des TUP et Reclas.	31.12.23
Matériel de transport	85				85
Instal.techniques, matériel et outillage	24 232	10 131	(5 524)		28 839
Matériel et mobilier de bureau	5 460	2 280	(1 774)		5 966
Matériel informatique	11 367	3 871	(535)		14 704
Immobilisations en cours	11 568	3 329	(14 571)		326
Autres immobilisations corporelles	16				16
Valeurs brutes	52 729	19 611	(22 403)	0	49 937
Matériel de transport	85				85
Instal.techniques, matériel et outillage	16 003	5 501	(4 138)		17 366
Matériel et mobilier de bureau	3 757	532	(1 211)		3 078
Matériel informatique	7 932	2 663	(82)		10 513
Amortissements	27 776	8 696	(5 431)	0	31 041
Valeurs nettes	24 953	10 916	(16 972)	-	18 896

Les provisions d'amortissements comprennent des amortissements accélérés pour 2 764 milliers d'euros sur les installations techniques.

NOTE 3 - Immobilisations financières

(en milliers d'euros)	31.12.22	Augmentations	Diminutions	Effet des TUP et Reclas.	31.12.23
Titres de participations	418 163	17 910		(1)	436 072
Actions propres	0	-		-	0
Versement d'apport non capitalisé	5 823	-	-	-	5 823
Créances rattachées à des participations	249 990	40 454	(21 564)		268 880
Prêts	16 210	1 961	(15)		18 156
Dépôts	3 737	1 903	(1 162)	-	4 478
Compte de garantie	-	-	-	-	-
Autres créances immobilisées	-	0		-	0
Valeurs brutes	693 923	62 231	(22 739)	(1)	733 413
Titres de participations	5 732	2 140	-		7 872
Versement d'apport non capitalisé	5 823	-	-	-	5 823
Créances rattachées à des participations	14 976	4 157			19 133
Dépréciations	26 531	6 296	-	-	32 828
Valeurs nettes	667 392	55 935	(22 739)	(1)	700 585

TITRES DE PARTICIPATIONS

Les participations sont détaillées dans le tableau des filiales et participations figurant en note 23.

L'augmentation de la valeur brute des titres de participation correspondent aux titres suivants :

- Titres 47 Quai pour un montant de 14 855 milliers d'euros,
- Titres Proceed pour un montant de 3 055 milliers d'euros.

Les dépréciations de titres de participation, compte tenu des valeurs d'inventaire déterminées au 31 décembre 2023 (sur la base des prévisions sur 5 ans avec des taux d'actualisation de 10 % et de la situation nette comptable des filiales, s'élèvent à 7 872 milliers d'euros. Elles se décomposent de la manière suivante :

- Inetum Business Solutions France pour 1 482 milliers d'euros ;
- Inetum UK Limited pour 1 637 milliers d'euros ;
- Inetum Holding Tunisie pour 2 360 milliers d'euros ;
- Inetum Cote d'Ivoire pour 253 milliers d'euros ;
- Holding GFI Maroc pour 1 895 milliers d'euros ;
- Inetum Trianz pour 245 milliers d'euros ;

VERSEMENT D'APPORT NON CAPITALISÉ

Le versement d'apport non capitalisé correspond à un versement en « quasi capital » de 5 823 milliers d'euros au profit de la filiale allemande Inetum Germany. Ce montant est totalement déprécié.

CRÉANCES RATTACHÉES À DES PARTICIPATIONS

Les créances rattachées à des participations correspondent aux comptes courants des filiales long terme, dans le cadre des conventions de trésorerie du Groupe ou des conventions de prêts.

Les dépréciations des créances rattachées à des participations s'élèvent à 19 540 milliers d'euros et concernent les créances financières sur :

- Inetum Germany pour 13 873 milliers d'euros ;
- Inetum Cote d'Ivoire pour 5 111 milliers d'euros ;
- Holding GFI Maroc pour 555 milliers d'euros ;

NOTE 4 - Clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	31.12.23	dont produits à recevoir	31.12.22
Clients hors Groupe	34 907		33 840
Clients Groupe	35 263		31 558
Créances cédées au factor	42 202		52 379
Factures à établir	93 071	93 071	96 762
Créances litigieuses	699		659
Effets à recevoir	23		144
Clients et comptes rattachés, brut	206 166	93 071	215 344
Dépréciation des créances douteuses	(22 027)		(16 609)
Clients et comptes rattachés, net	184 140	93 073	198 735

L'ensemble des créances clients et comptes rattachés présente des échéances inférieures à un an.

À la suite de la mise en place du contrat de cessions de créances clients au factor sans recours, les créances cédées ne figurent plus dans le poste clients. Les créances clients cédées dans le cadre d'un contrat d'affacturage sans recours représentent un montant TTC de 109 483 milliers d'euros.

NOTE 5 - Autres créances

(en milliers d'euros)	31.12.23	dont produits à recevoir	31.12.22
Etat et autres collectivités publiques			
Créance de CICE	0		10
Autres Crédits d'impôts du groupe d'intégration fiscale	7 878		33 055
Taxe sur la valeur ajoutée	13 184		11 809
Autres impôts	1 659		481
Autres produits à recevoir	0		0
Filiales			
Filiales intégrées fiscalement, Impôt sur les bénéfices	0		2 891
Comptes courants débiteurs Groupe	83 970		88 909
Créances liées au personnel	1 654	1 194	9 935
Débiteurs divers	1 081		1 180
Avoirs à recevoir	0	0	222
Total	109 426	1 194	148 497
Dépréciation des autres créances	(9 150)		(643)
Total autres créances	100 276	1 194	147 854

CRÉDITS D'IMPÔT DU GROUPE D'INTÉGRATION FISCALE

Crédit d'impôt recherche

Les crédits d'impôt recherche comprennent essentiellement la part de la société désormais portée par la société Granite Holdco, tête de groupe d'intégration fiscale, à hauteur de 5 779 milliers d'euros. L'échéance de cette créance est supérieure à un an.

Les autres créances ont toutes une échéance inférieure à un an, à l'exception des créances de CIR afférentes aux exercices antérieurs, pour un montant de 2 099 milliers d'euros.

NOTE 6 - Comptes de régularisation

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance correspondent à des charges d'exploitation engagées au cours de l'exercice qui se rattachent à l'exercice suivant.

NOTE 7 - Capitaux propres

(en milliers d'euros)	Avant Affectation au 31.12.2022	Variation	Distribution de dividendes	TUP	Affectation du Résultat 2022	Résultat 2023	Avant Affectation au 31.12.2023
Capital	134 695	1 303	-		-	-	135 998
Primes d'émission	61 004		-		-	-	61 004
Primes de fusion	1 078	9 012	-	-	-	-	10 090
Réserve légale	13 314	-	-		155	-	13 469
Report à nouveau	97 822		-		22 662	-	120 484
Résultat de l'exercice	22 817	-	-		(22 817)	(62 798)	-62 798
Provisions réglementées	45 814	8 383	-			-	54 197
Total	376 544	18 698	-	-	-	(62 798)	332 444

Les variations des postes Capital, primes d'émission et report à nouveau sont présentées dans les faits significatifs de l'exercice.

CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2023, le capital social s'élève à 135 997 752 euros, composé de 67 998 876 actions de 2 euros de valeur nominale. Ces actions sont toutes de même catégorie.

PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées correspondent aux amortissements dérogatoires cumulés constatés sur les logiciels développés destinés à un usage interne et aux frais de développement activés.

NOTE 8 - Provisions pour risques et charges

VARIATIONS DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers d'euros)	31.12.23	31.12.22
Litiges prud'hommaux et divers risques salariaux	5 940	723
Risques fiscaux, sociaux et autres	13 576	722
Risque Perte sur marché à terme	2 360	-
Total des provisions pour risques et charges	21 876	1 445

Les autres risques comprennent essentiellement :

- une provision de perte à terminaison à hauteur de 2 360 milliers d'euros ;
- une provision relative aux loyers futurs des locaux mises sous bâches à hauteur de 2 960 milliers d'euros ;
- une provision relative aux risques juridiques à hauteur de 6 818 milliers d'euros ;
- une provision relative aux sommes contestées sur la lettre d'observation du contrôle Urssaf à hauteur de 1 753 milliers d'euros ;
- une provision relative à d'autres litiges pour 1 153 milliers d'euros

Les dotations et reprises aux provisions pour risques sont comptabilisées en résultat d'exploitation à hauteur de 3 150 milliers d'euros et en résultat exceptionnel à hauteur de 17 234 milliers d'euros.

NOTE 9 - Dettes financières

Les échéances des emprunts et dettes au 31 décembre 2023 se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31.12.23	échéances		31.12.22
		- 1 an	1 à 5 ans	
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Intérêts courus sur emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts moyen terme auprès des établissements de crédit	-	-	-	-
Intérêts courus non échus	-	-	-	-
Tirage factor	-	-	-	-
Concours bancaires courants	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes rattachées à des participations Groupe	570 797	117 808	452 989	626 584
Caution reçue	1 167	1 167	-	1 167
Intérêts courus à payer	8 920	8 920	-	9 266
Dettes rattachées à des participations	580 884	127 895	452 989	637 016
Total	580 884	127 895	452 989	637 016

Emprunt auprès des Associés

Un emprunt auprès de Granite France Bidco a été contracté le 20 juillet 2022 avec un montant principal de 452 959 134 euros et une facilité de 30 000 000 euros.

NOTE 10 - Dettes d'exploitation et autres

(en milliers d'euros)	31.12.23	dont charges à payer	31.12.22
Avances et acomptes reçus sur commandes	3 354	-	2 272
Fournisseurs	41 983	-	32 590
Factures non parvenues	30 726	30 726	24 092
Dettes fournisseurs	72 708	30 726	56 682
Dettes sociales			
Comité entreprise et rémunérations dues	571	-	614
Provision congés payés, 13ème mois et ARTT	40 079	40 079	36 982
Provision pour bonus	9 949	9 949	7 846
Autres dettes envers le personnel	2 209	2 209	1 770
Dettes envers les organismes sociaux			
Organismes sociaux	34 783	-	34 721
Charges sociales sur provisions congés payés, 13ème mois et ARTT	19 444	19 444	16 127
Charges sociales sur provisions bonus	4 825	4 825	3 421
Provision Organic	1 390	1 390	1 234
Autres provisions sur charges (taxe apprentissage, taxe sur sur l'effort construction...)	6 452	6 452	5 798
Dettes fiscales			
Taxe sur la valeur ajoutée	59 873	59 873	65 344
Filiales intégrées fiscalement, Crédits d'impôts dus	-	-	5 737
Etat, Impôts sur les bénéfices	1 284	-	-
CET	190	190	357
TVTS	162	162	173
Prélèvement à la source	2 955	-	2 907
Autres provisions sur charges	-	-	-
Dettes fiscales et sociales	184 167	144 573	183 030
Fournisseurs d'immobilisations	-	-	2 243
Factures non parvenues d'immobilisations	13 582	13 582	9 669
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13 581	13 582	11 911
Avoirs à établir	13 932	13 932	12 607
Créditeurs divers	4 989	4 989	182
Autres dettes	18 922	18 921	12 790

L'ensemble des dettes d'exploitation a une échéance inférieure à un an.

2.5 Notes sur le compte de résultat

NOTE 11 - Chiffre d'affaires

(en milliers)	31.12.23	France	Etranger
Ventes de marchandises	7 057	6 105	952
Ventes de services	926 940	858 707	68 233
Chiffre d'affaires	933 997	864 812	69 185
en %	100%	93%	7%

NOTE 12 – Production immobilisée

La production immobilisée s'élève à 13 545 milliers d'euros, dont ;

- 3 963 milliers d'euros concernent des frais de développement activés ;
- 9 583 milliers d'euros concernent des immobilisations destinées à un usage interne.

NOTE 13 – Reprises de dépréciations, provisions et transferts de charges

(en milliers d'euros)	2023	2022
Reprises dépréciations sur actif circulant	1 983	1 143
Reprises dépréciations pour risques et charges	46	600
Transfert de charges	44 566	15 059
Total	46 595	16 802

Les transferts de charges comprennent principalement les éléments ci-dessous :

- des coûts de licenciements pour 11 675 milliers d'euros ;
- des coûts liés aux déménagements pour 4 209 milliers d'euros ;
- des frais d'étude et d'audit en vue d'acquérir de nouvelles participations pour un montant de 5 908 milliers d'euros ;
- des honoraires de conseils sur les projets de transformation pour un montant de 21 936 milliers d'euros ;
- des coûts de litiges pour un montant de 604 milliers d'euros ;
- de diverses autres charges d'exploitation pour 235 milliers d'euros.

NOTE 14 – Dotations aux amortissements et dépréciations d'exploitation

(en milliers d'euros)		2023	2022
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	note 1	5 796	6 624
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	note 2	5 744	4 738
Dotations aux amortissements des charges d'exploitation à répartir		-	6 946
Dotations aux dépréciations sur actif circulant		7 396	2 105
Dotations aux dépréciations pour risques et charges		3 196	-
Total		22 132	20 413

En complément de ces provisions, une dotation d'amortissement exceptionnelle des immobilisations est constatée à la clôture pour 3 596 milliers d'euros.

NOTE 15 - Résultat financier

Les éléments constitutifs du résultat financier sont les suivants :

(en milliers d'euros)	2023	2022
Revenus des titres de participation	10 000	24 950
Revenus des comptes courants	18 956	10 158
Produits net sur cessions de VMP	-	-
Gains de change	86	163
Autres produits financiers	88	6 529
Reprises de dépréciations des titres de participation	-	548
Reprises de provisions pour charges financières	-	-
Reprises de dépréciation sur compte courant et créances rattachées	-	-
Reprises pour autres provisions financières	-	-
Produits financiers	29 130	42 349
Intérêts sur emprunts	-	(6 888)
Intérêts sur compte courant	(25 157)	(9 950)
Intérêts bancaires	(310)	1
Intérêts d'affacturage	(5 802)	(1 214)
Pertes de change	(124)	(149)
Intérêts sur Swap	(4)	(299)
Provisions des pertes de change	-	-
Dépréciations des titres de participation	(2 140)	-
Dépréciations de compte courant et créances rattachées	(12 664)	(785)
Dépréciations des actions propres	-	-
Dépréciations des autres immobilisations financières	-	-
Autres charges financières	-	(15 232)
Charges financières	(46 201)	(34 516)
RESULTAT FINANCIER	(17 071)	7 833

REVENUS DES TITRES DE PARTICIPATION

Inetum a perçu de ses filiales en 2023 un montant de dividendes de 10 000 milliers d'euros détaillé comme suit :

- 8 000 milliers d'euros de Inetum Realdolmen Belgium
- 2 000 milliers d'euros de Inetum Software France

DEPRECIATION DES TITRES DE PARTICIPATION, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS ET COMPTES COURANTS GROUPE

Les dotations de provisions pour dépréciation des titres de participations concernent Inetum TRIANZ pour 245 milliers d'euros et GFI Holding Maroc pour 1 895 milliers d'euros.

Les dotations de provisions pour dépréciation des comptes courants groupe et des créances rattachées à des participations concernent :

- Inetum Germany pour 617 milliers d'euros ;
- Inetum Côte d'ivoire pour 3 392 milliers d'euros ;
- CPLi pour 425 milliers d'euros ;
- Inetum Middle East pour 7 285 milliers d'euros ;
- Inetum UK pour 391 milliers d'euros ;
- GFI Holding Maroc pour 555 milliers d'euros.

NOTE 16 - Résultat exceptionnel

Les éléments constitutifs du résultat exceptionnel sont les suivants :

(en milliers d'euros)	2023	Produits exceptionnels 2023	Charges exceptionnelles 2023
Coûts des licenciements	(11 675)	-	(11 675)
Coût des études et audits d'acquisitions	(5 908)	-	(5 908)
Honoraires et charges diverses sur opérations exceptionnelles	(34 225)	-	(34 225)
Coût des loyers et charges versées sur bureaux vacants	(4 209)	-	(4 209)
Coûts des redressements fiscaux	(168)	-	(168)
Refacturations d'honoraires	10 330	10 330	-
Produits et charges exceptionnels sur opérations de gestion	(45 856)	10 330	(56 186)
Bonis et malis sur achat d'actions propres	-	-	-
Cessions d'immobilisations corporelles	(2 503)	23	(2 526)
Cessions d'immobilisations financières	-	-	-
Produits et charges exceptionnels sur opérations en capital	(2 503)	23	(2 526)
Dotation et reprises aux provisions pour risques exceptionnels	521	521	-
Dotations et reprises aux amortissements dérogatoires	(8 384)	7 640	(16 024)
Dotations et reprises aux provisions sur litiges prud'homaux et autres risques sociaux	(3 031)	1 067	(4 098)
Autres dotations et reprises	(17 120)	1 174	(18 294)
Dotations et reprises sur provisions exceptionnelles	(28 014)	10 402	(38 416)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(76 373)	20 755	(97 128)

COÛTS DES LICENCIEMENTS

Les coûts de licenciement relatifs aux restructurations réalisées ne sont pas considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la Société. Ces coûts, nets des reprises de provisions correspondantes s'élèvent à 11 675 milliers d'euros sur l'exercice 2023.

COÛTS DES ÉTUDES ET AUDITS D'ACQUISITIONS

Ces coûts sont relatifs aux études et audits de sociétés cibles dans le cadre de notre stratégie de croissance externe. Ils s'élèvent à 5 908 milliers d'euros. Le cas échéant, ces coûts ont été refacturés aux filiales ayant acquis les titres des sociétés.

HONORAIRES ET CHARGES DIVERSES SUR OPÉRATIONS EXCEPTIONNELLES

Ces coûts correspondent à des honoraires considérés comme non inhérents à l'activité opérationnelle de la Société. Ils s'élèvent à 34 225 milliers d'euros.

COÛTS DES LOYERS ET CHARGES VERSÉS SUR BUREAUX VACANTS

Ces coûts sont liés aux divers déménagements et charges afférentes aux locaux restants inoccupés durant l'exercice soit un montant de 4 209 milliers d'euros.

NOTE 17 – Participation des salariés

Dans le cadre de l'accord passé au sein de l'unité économique et sociale regroupant Inetum, Inetum Software et IBS, la participation de l'exercice est calculée selon une formule dérogatoire, sauf dans le cas où la règle de droit commun serait plus avantageuse pour les salariés.

La Société ne distribuera pas de participation au titre de l'année 2023 aux salariés de l'UES.

NOTE 18 – Impôt sur les bénéfices

Au titre de l'exercice, la Société a enregistré un produit net d'impôts de 5 270 milliers d'euros, qui se décompose de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Courant	Exceptionnel	2023
Résultat net comptable	8 309	(76 377)	(68 068)
- Impôt sur les sociétés	5 270		5 270
Résultat comptable avant impôt et participation	13 579	(76 377)	(62 798)
Réintégrations			30 404
Déductions			(19 927)
Base imposable transmise au Groupe d'intégration fiscale	13 579	(76 377)	(52 321)
Impôt sur les bénéfices, produit sur les sociétés intégrées			-
Impôt sur les bénéfices, charge du Groupe d'intégration fiscale			-
Total impôt sur les bénéfices			-
Contribution sur les dividendes versés et autres			
Crédit d'impôt famille			
Crédit d'impôt recherche			5 726
Autres réductions et crédits d'impôts			(456)
Total impôt sur les sociétés			5 270

DÉFICIT FISCAL

La Société dispose d'un déficit fiscal reportable.

- de 86 120 milliers d'euros au titre des déficits de l'ancien groupe d'intégration fiscale dont elle était la mère (base d'imputation élargie).
- de 8 062 milliers d'euros au titre de ses déficits propres.

ACCROISSEMENT ET ALLÈGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔT

(en milliers d'euros)	Base	Impôts
Contribution solidarité	1 390	463
Participation à l'effort de construction	-	-
Total allègements	1 390	463

2.6 Autres informations

NOTE 19 - Engagements hors bilan

ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

(en milliers d'euros)	2023	2022
Garanties de paiement des loyers	125	125
Garanties sur contrats clients	901	731
Garanties sur contrats fournisseurs	4	4
Garanties sur contrats sous-traitance	338	223
Cautions bancaires	1 368	1 083
Cautions Bancaires	80	2 080
Lettre de Confort	24 794	24 794
Garantie Autonome	1 650	1 670
Garanties données au profit de filiales		28 544
Sur contrats de location immobilière	47 211	53 393
Sur contrats de location mobilière	-	-
Engagements au titres des contrats de location		53 393
Sur indemnités de départ à la retraite	49 258	48 903
Autres	49 258	48 903

Garanties données au profit des filiales

Des cautions bancaires ont été données au profit de la société ROFF pour un montant de 80 milliers d'euros.

Engagement sur contrats de location immobilière

Au titre de ses engagements sur contrats de location immobilière, la Société porte notamment les contrats suivants :

- Bail du nouveau site de Saint Ouen : signé en 2022 pour une durée ferme de 10 ans. Au 31 décembre 2023, l'engagement correspondant s'élève à 41.7 millions d'euros ;
- Bail du site de Toulouse : renouvelé en 2021 pour une durée ferme de 9 ans. Au 31 décembre 2023, l'engagement correspondant s'élève à 5.6 millions d'euros ;
- Bail des sites de Meudon la Forêt conclu en janvier 2016 pour une durée de 9 ans. Au 31 décembre 2023, l'engagement correspondant s'élève à 637 milliers d'euros.
- Bail du site de Lyon O'saône : conclu en 2023 pour une durée de 9 ans. Au 31 décembre 2023, l'engagement correspondant s'élève à 1 423 milliers d'euros.

Taxe sur l'effort construction

La Société a prévu d'acquitter la Taxe sur l'effort de construction due au titre de l'exercice 2023 par versement auprès d'un organisme collecteur agréé sous forme de prêt à long terme. Ce versement interviendra fin 2024 pour un montant de 2 133 milliers d'euros.

Engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite

Les engagements pris par INETUM concernant les indemnités de départ à la retraite s'élèvent à 49 258 milliers d'euros au 31 décembre 2023 contre 48 903 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

Ces engagements sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Les indemnités légales et conventionnelles sont calculées pour chacun des salariés présents en fonction de leur ancienneté théorique le jour de leur départ en retraite, conformément aux normes applicables. Ces engagements sont déterminés avec une hypothèse de départ à l'initiative du salarié dans 100 % des cas, le taux moyen de charges sociales appliqué est de 47 %. Le calcul des engagements tient compte :

- d'un coefficient de présentisme basé sur le turn-over par classe d'âge, le taux moyen retenu en 2023 ressortant à 12% ;
- d'un taux de revalorisation des salaires moyen de 3.87%.
- et des tables de mortalité INSEE TH/TF 2015-2017 par sexe ;

La duration du régime est estimée à 9,3 ans, le taux d'actualisation retenu s'élève à 3,34% (*versus* 3,75 % fin 2022).

ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AU FINANCEMENT DE LA SOCIÉTÉ

Risques de change

En matière de flux commerciaux, il n'y a pas de couverture de change, l'essentiel des échanges étant effectués dans la zone Euro.

Les flux intragroupes en devises étrangères sont extrêmement limités. Lorsque INETUM investit directement ou indirectement dans une filiale étrangère, l'investissement est généralement réalisé dans la devise du pays qui en bénéficie.

À la connaissance de la Société, la présentation n'omet pas l'existence d'un engagement hors bilan significatif selon les normes en vigueur

NOTE 21 – Effectif moyen

L'effectif moyen de la Société est le suivant :

Effectif moyen	2023	2022
Cadres	7 751	7 670
Employés, techniciens, agents de maîtrise	1 013	982
Total	8 764	8 652

NOTE 22 - Informations concernant les entreprises liées

Les éléments concernant les entreprises liées et les participations sont résumés comme suit :

(en milliers d'euros)	2023
Participations brutes	436 072
Versement d'apport non capitalisé	5 823
Créances rattachées à des participations	268 880
Dépréciations des immobilisations financières	32 828
Dépôt et cautionnement versé	-
Dépôt et cautionnement reçus	(1 152)
Créances clients et comptes rattachés	35 263
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(26 174)
Autres créances : débiteurs divers	-
Autres créances : avoirs à recevoir	-
Autres créances : impôt intégration fiscale filiales	-
Autres dettes : CIR filiales	-
Autres dettes : avoirs à établir	(2 267)
Comptes courants débiteurs	82 846
Dépréciations des comptes courants débiteurs	(9 139)
Comptes courants créditeurs	(126 057)
Dettes rattachées à des participations	(452 989)
Produits d'exploitation	77 017
Charges d'exploitation	(58 337)
Produits financiers	28 956
Charges financières	(39 961)

NOTE 23 - Tableau des filiales et des participations

Les filiales d’Inetum sont les sociétés suivantes :

Dénomination sociale	Siège social		N° SIREN
<u>Participations françaises</u>			
Inetum Software France	7, rue Touzet Gaillard	93400 Saint-Ouen	340 546 993
Inetum Business Solutions France	7, rue Touzet Gaillard	93400 Saint-Ouen	315 930 578
Gfi 7 SARL	7, rue Touzet Gaillard	93400 Saint-Ouen	808 372 924
Gfi 9 SARL	7, rue Touzet Gaillard	93400 Saint-Ouen	808 373 237
47 Quai	7, rue Touzet Gaillard	93400 Saint-Ouen	385 365 713
Proceed	7, rue Touzet Gaillard	93400 Saint-Ouen	881292 064
<u>Participations étrangères</u>			
Inetum Realdolmen Belgium	Avenue Vaucamps 42	1654 Huizingen	BE0 429.037.235
Inetum Espana	Traversia Costa Brava 4	28034 Madrid	A28855260
Inetum Tech Portugal	Ed. Atlantis, Av. D. João II, n°44C, Piso 4 - Parque das Nações	1990-095 Lisboa	PT502726890
Inetum Suisse	Chemin des Aulx, 10	1228 Plan-les-Ouates	CHE-106,845,930
Inetum Luxembourg	33 rue d'Eich	1461Luxembourg	B 52 391
Inetum Holding Maroc	Parc Casanearshore, Sh. 28, plateau 701- 1100, Bd Al Qods, Sidi Maârouf	20190 Casablanca	113 607
Inetum Offshore Maroc	Parc Casa Nearshore, Sh. 28, plateau 501- 601, Bd Al Qods, Sidi Maârouf	20190 Casablanca	163 083
Inetum UK Limited	Albany House, Claremont Lane, Esher	Surrey KT10 9FQ	05054175
Inetum Polska	ul.Wołoska 24	02-675 Warszawa	0000008546
Inetum Cote d'Ivoire	06 Il Plateaux les Vallons, Avenue BOGA Doudou	06 BP 1293 Abidjan	8809862N
Inetum Holding Tunisie	Immeuble Horizon, Rue de la bourse les berges du lac 2	1053 Tunis	1173244k
Gfi Tunisie	Résidence Riadh Soukra- Bloc Fofal-AM	2045 El Aouina-Tunis	1515958R
Inetum Middle East Software House LLC	Wesbury Office Tower Unit 1705, Al Abria Street, Business Bay	Dubai	1340 407
Inetum Egypt	Building 68, Street 115, Maadi	Cairo	107 010

COMPTES SOCIAUX ANNUELS

Notes annexes aux comptes sociaux annuels

(en milliers d'euros)		Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus	
					Brute	Nette
A-FILIALES (10 % au moins du capital détenu par la société)						
Participations françaises						
Inetum Software France	France	7 977	23 686	100%	22 075	22 075
Inetum Business Solutions France	France	347	667	100%	4 803	3 321
Gfi 7 SARL	France	1	(0)	100%	1	1
Gfi 9 SARL	France	1	(0)	100%	1	1
47 Quai	France	10	1 457	100%	14 855	14 855
Proceed	France	30	319	100%	3 055	3 055
Participations étrangères						
Inetum Realdolmen Belgium	Belgique	31 154	5 632	100%	195 650	195 650
Inetum Espana	Espagne	9 015	125 048	52,14%	88 968	88 968
Inetum Tech Portugal	Portugal	1 500	16 586	100%	10 923	10 923
Inetum Suisse	Suisse	17 154	475	100%	74 599	74 599
Inetum Luxembourg	Luxembourg	6 000	(3 832)	100%	5 921	5 921
Inetum Holding Maroc	Maroc	1 767	(2 107)	100%	1 895	-
Inetum Offshore Maroc	Maroc	38	4 476	100%	36	36
Inetum UK Limited	Royaume-Uni	179	(1 158)	100%	1 638	-
Inetum Polska	Pologne	653	9 751	100%	7 642	7 642
Inetum Cote d'Ivoire	Côte d'Ivoire	228	(4 027)	100%	253	-
Inetum Holding Tunisie	Tunisie	383	(226)	100%	3 501	1 141
Gfi Tunisie	Tunisie	0	18	100%	-	-
Inetum Middle East Software House LLC	EAU	76	(3 961)	49%	-	-
Inetum Egypt	Egypte	nc	nc	100%	250	5
B- AUTRES PARTICIPATIONS		nc	nc	8%	7	7
TOTAL					436 072	428 200

COMPTES SOCIAUX ANNUELS

Notes annexes aux comptes sociaux annuels

(en milliers d'euros)		Prêts et avances consentis par la société	Provision sur créances	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
A- FILIALES (10 % au moins du capital détenu par la société)							
Participations françaises							
Inetum Software France	France	-	-	-	161 430	8 380	2 000
Inetum Business Solutions France	France	-	-	-	12 582	(732)	-
Gfi 7 SARL	France	-	-	-	-	-	-
Gfi 9 SARL	France	-	-	-	-	-	-
47 Quai	France	-	-	-	2 544	117	-
Proceed	France	-	-	-	525	(23)	-
Participations étrangères							
Inetum Real dolmen Belgium	Belgique				288 874	3 040	8 000
Inetum Espana	Espagne	130 340			609 697	(14 017)	
Inetum Tech Portugal	Portugal	28 535	-	-	48 559	(5 140)	
Inetum Suisse	Suisse	-	-	-	18 405	852	-
Inetum Luxembourg	Luxembourg	9 500	-	-	35 169	(875)	
Inetum Holding Maroc	Maroc	17 632	2 450	-	2 957	(518)	-
Inetum Offshore Maroc	Maroc	-	-	-	12 399	711	-
Inetum UK Limited	Royaume-Uni	34 287		-	875	(202)	
Inetum Polska	Pologne	11 519			45 002	4 950	-
Inetum Cote d'Ivoire	Côte d'Ivoire	4 704	3 392	-	2 716	(664)	-
Inetum Holding Tunisie	Tunisie				5 458	(716)	
Gfi Tunisie	Tunisie	-			-	(0)	
Inetum Middle East Software House LLC	EAU	-			2 037	(804)	
Inetum Egypt	Egypte		245		no	no	
B- AUTRES PARTICIPATIONS							
			-	-	no	no	-
TOTAL		236 517	6 087	0	1 249 230	(5 642)	10 000

Inventaire des valeurs mobilières

(en milliers d'euros)	Nombre de titres	Valeur nette comptable 31.12.2023
<u>Participations françaises</u>		
Inetum Software France	10 466 439	22 075
Inetum Business Solutions France	5 925	3 321
Gfi 7 SARL	100	1
Gfi 9 SARL	100	1
47 Quai	1 000	14 855
Proceed	30 000	3 055
<u>Participations étrangères</u>		
Inetum Realdolmen Belgium	5 207 767	195 650
Inetum Espana	100 000	88 968
Inetum Tech Portugal	12 000	10 923
Inetum Suisse	9 428 334	74 599
Inetum Luxembourg	30 000	5 921
Inetum Holding Maroc	185 000	-
Inetum Offshore Maroc	4 000	36
Inetum UK Limited	150 000	-
Inetum Polska	6 000	7 642
Inetum Cote d'Ivoire	15 000	-
Inetum Holding Tunisie	113 332	1 141
Gfi Tunisie	100	-
Inetum Middle East Software House LLC	147	-
Inetum Egypt	500 000	5
Total		428 193

NOTE 24 - IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANT LES COMPTES

Les comptes de la société sont consolidés par la société Granite BC Holdco.

INETUM

Société par actions simplifiée au capital de 135.997.752 euros
Siège social : 7 rue Touzet Gaillard 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine
385 365 713 R.C.S. Bobigny.
(la « **Société** »)

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 27 JUIN 2024

Le vingt-sept juin deux mille vingt-quatre, au siège social,

La société Granite France Bidco, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé 7 rue Touzet Gaillard – 93400 Saint-Ouen sur Seine, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro 903 013 084, représentée par M. Jacques Pommeraud,

Agissant aux présentes en qualité d'Associé Unique,

Après avoir pris connaissance des documents suivants :

- Inventaire des valeurs actives et passives de la Société ;
- Comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ;
- Rapport de gestion du Président ;
- Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ;
- Projet des décisions soumises à l'Associé Unique.

Après avoir constaté que le cabinet ERNST & YOUNG et Autres, Commissaire aux comptes, a été dûment informé des présentes décisions par lettre recommandée avec accusé de réception du 24 juin 2024,

Après avoir constaté que Messieurs Ludovic BOULLIN et Vincent BRACCHETTI, représentants du CSEC ont été dûment informés des présentes décisions par email du 24 juin 2024,

A pris les décisions suivantes portant sur :

- Lecture du rapport de gestion du Président ;
- Lecture du rapport du Commissaire aux comptes portant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ;
- Approbation des opérations et des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et quitus au Président ;
- Approbation des éventuelles dépenses non fiscalement déductibles ;
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ;
- Examen des conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce ;
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DECISION

(APPROBATION DES COMPTES ET QUITUS AU PRESIDENT)

L'Associé Unique, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Président et le rapport du Commissaire aux comptes, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Associé Unique donne en conséquence quitus entier et sans réserve de sa gestion au Président en fonction au cours de l'exercice écoulé.

DEUXIEME DECISION (AFFECTATION DU RESULTAT)

L'Associé Unique, après avoir constaté que la réserve légale n'atteint pas 10% du capital social, et connaissance prise du rapport de gestion du Président, constate que les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2023 font apparaître une perte de - 60 908 725,33 euros et décide d'affecter l'intégralité de cette perte au poste « *Report à nouveau* » qui est ainsi porté de 120 484 396,25 euros à - 59 575 670,92 euros.

Distributions antérieures de dividendes

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Associé Unique prend acte qu'il n'a été versé aucun dividende au titre des trois derniers exercices sociaux.

Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 39-4 et 223 quater du Code général des impôts, l'Associé Unique constate que les comptes de l'exercice écoulé enregistrent 757 milliers d'euros correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement.

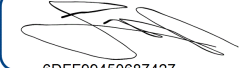
TROISIEME DECISION (ETAT DES CONVENTIONS REGLEMENTEES)

L'Associé Unique prend acte de l'absence de conventions réglementées conclues au cours de l'exercice.

QUATRIEME DECISION (POUVOIRS POUR L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITES)

L'Associée Unique donne tous pouvoirs au Président au porteur d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente assemblée à l'effet d'effectuer les formalités prévues par la loi.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'Associée Unique.

DocuSigned by:

6DFF99450687427...

L'Associée Unique
GRANITE France BIDCO
Représentée par Jacques Pommeraud



Inetum

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG et Autres



Inetum

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la société Inetum,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Inetum relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 21 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'P. Jouanne', written over a horizontal line.

Pierre Jouanne

1.COMPTES SOCIAUX ANNUELS

1.1 Bilan

		Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	31.12.23 Valeurs nettes	31.12.22
Immobilisations incorporelles	note 1	289 127	(75 301)	213 826	194 149
Immobilisations corporelles	note 2	49 938	(31 042)	18 896	24 953
Immobilisations financières	note 3	733 412	(32 827)	700 585	667 392
ACTIF IMMOBILISE		1 072 477	(139 170)	933 307	886 494
Stock de marchandises		450	(62)	388	187
Avances versées sur commandes en cours		1 868	-	1 868	2 760
Créances clients et comptes rattachés	note 4	206 166	(22 027)	184 139	198 735
Autres créances	note 5	109 426	(9 150)	100 276	147 854
Valeurs mobilières de placement		30	-	30	30
Disponibilités		48 128	-	48 128	81 802
Charges constatées d'avance		16 980	-	16 980	19 030
ACTIF CIRCULANT		383 048	(31 239)	351 809	450 397
Charges à répartir sur plusieurs exercices	note 6	-	-	-	-
Ecarts de conversion actif		-	-	-	-
TOTAL ACTIF		1 455 525	(170 409)	1 285 116	1 336 890

(en milliers d'euros)			31.12.23	31.12.22
Capital			135 998	134 695
Primes d'émission, de fusion, d'apport			71 094	62 082
Réserve légale			13 470	13 314
Report à nouveau			120 484	97 822
Résultat de l'exercice			(62 798)	22 817
Provisions réglementées			54 197	45 813
CAPITAUX PROPRES	note 7		332 444	376 544
Provisions	note 8		21 876	1 445
Autres fonds propres			14	14
PROVISIONS ET AUTRES FONDS PROPRES			21 890	1 459
Emprunt obligataire	note 9		-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	note 9		-	-
Dettes financières diverses	note 9		580 884	637 016
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			3 354	2 272
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	note 10		72 708	56 682
Dettes fiscales et sociales	note 10		184 167	183 030
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	note 10		13 581	11 911
Autres dettes	note 10		18 922	12 790
Produits constatés d'avance			57 166	55 185
DETTES			930 782	958 886
Ecarts de conversion passif			-	-
TOTAL PASSIF			1 285 116	1 336 890

1.2 Compte de résultat

(en milliers d'euros)		2023	2022
Prestations de services		926 941	880 178
Ventes de marchandises		7 056	5 679
CHIFFRE D'AFFAIRES	<i>note 11</i>	933 997	885 857
Production immobilisée	<i>note 12</i>	13 545	14 071
Subventions d'exploitation		-108	1 527
Reprises de dépréciations et provisions et transferts de charges	<i>note 13</i>	46 595	16 802
Autres produits		-41	251
PRODUITS D'EXPLOITATION		993 988	918 508
Autres achats et charges externes		(284 447)	(232 193)
Impôts et taxes et versements assimilés		(16 505)	(18 829)
Salaires et traitements		(446 971)	(422 057)
Charges sociales		(198 400)	(190 398)
Dotations aux amortissements et dépréciations	<i>note 14</i>	(22 132)	(20 413)
Autres charges		(152)	(745)
CHARGES D'EXPLOITATION		(968 608)	(884 636)
RESULTAT D'EXPLOITATION		25 380	33 874
Produits financiers des participations		28 956	35 108
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		0	0
Autres intérêts et produits assimilés		88	6 530
Reprises sur provisions et dépréciations		0	548
Différences positives de change		86	163
PRODUITS FINANCIERS		29 130	42 349
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		(14 804)	(785)
Intérêts et autres charges financières		(31 397)	(33 731)
CHARGES FINANCIERES		(46 201)	(34 516)
RESULTAT FINANCIER	<i>note 15</i>	(17 071)	7 833
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		8 309	41 707
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		10 353	739
Produits exceptionnels sur opérations en capital		0	0
Reprises de provisions exceptionnelles et transferts de charges		10 402	9 472
PRODUITS EXCEPTIONNELS		20 755	10 211
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		(56 185)	(15 754)
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		(2 526)	(2 091)
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		(38 417)	(17 842)
CHARGES EXCEPTIONNELLES		(97 128)	(35 687)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	<i>note 16</i>	(76 373)	(25 476)
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	<i>note 17</i>	-	-
Prime de partage des profits		-	-
Impôt sur les bénéfices	<i>note 18</i>	5 270	6 586
RESULTAT NET		(62 798)	22 817

2. NOTES ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX ANNUELS

2.1 Principaux Événements de l'exercice

Depuis le 1er janvier 2023 le siège social de la Société est situé 7 Rue Touzet Gaillard 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine.

Par assemblée générale mixte en date du 7 mars 2023, Inetum a été transformée en société par actions simplifiée emportant fin des mandats des administrateurs de la Société sous son ancienne forme de société anonyme et nomination de la société Granite France Bidco (903 013 084 RCS Bobigny) en qualité de Président de la Société. Les statuts ont été entièrement modifiés afin de prendre en compte ces changements.

AUGMENTATION DE CAPITAL

Le 20 décembre 2023, l'associé unique a décidé d'une augmentation de capital en nature d'un montant de 1 302 336 € par voie d'émission de 651 168 actions d'une valeur nominale de 2€ assortie d'une prime d'apport totale de 9 012 milliers d'euros d'une valeur unitaire de 13.84 €. Le montant du capital est donc porté à 135 997 752 euros.

ACQUISITIONS

Par acte réitératif à l'acte de cession du fonds de commerce du 4 août 2023, Inetum a acquis de la société VISEO (RCS NANTERRE 793 288 010) son fonds de commerce « Microsoft Dynamics ».

Par acte en date du 4 septembre 2023, Inetum a acquis 100% des actions de la SAS 47 QUAI (RCS NANTERRE 840 534 929).

Par acte en date du 5 septembre 2023, Inetum a acquis 100% des actions de la SA PROCEED (RCS NANTERRE 881 292 064).

CESSIONS

Le 20 décembre 2023, Inetum a conclu un « Settlement agreement » avec la société ASTEK SINGAPORE INNOVATION TECHNOLOGY PTE Ltd, portant sur le transfert de contrats clients et salariés exploités par notre succursale à Singapour.

TRANSMISSIONS UNIVERSELLES DE PATRIMOINE (TUP)

Dans un but de simplification juridique du groupe en France, la société INETUM OUTSOURCING France a été dissoute sans liquidation par transmission universelle de leur patrimoine à la société Inetum en date du 31 janvier 2023.

La Transmission universelle de patrimoine a été effectuée à la valeur comptable.

L'écart négatif constaté entre l'actif net reçu et la valeur nette comptable de la participation correspondant aux plus-values latentes sur les actifs apportés a été comptabilisé en Fonds de commerce et fera l'objet d'un test de dépréciation une fois par an (cf §2.3).

Au 31 janvier 2023, le montant comptabilisé en fonds commercial est de 661 milliers d'euros.

Les conséquences de cette opération sur les comptes 2023 sont indiquées dans les notes sur le bilan.

2.2 Événements postérieurs à la clôture

TRANSMISSIONS UNIVERSELLES DE PATRIMOINE (TUP)

Deux nouvelles transmissions universelles de patrimoine (TUP) ont eu lieu en 2024 :

- La société 47 Quai a été dissoute sans liquidation par transmission universelle de leur patrimoine à la société Inetum en date du 01 janvier 2024
- La société Proceed a été dissoute sans liquidation par transmission universelle de leur patrimoine à la société Inetum en date du 01 janvier 2024

Les transmissions universelles de patrimoine ont été effectué à leurs valeurs comptable. Les malis de fusion constatés sont respectivement de 13 271 118 € et 2 732 735 € et ils sont comptabilisés en fonds commercial au 01 janvier 2024.

CESSIONS

Inetum a conclu le 15 mars 2024 un acte de cession des titres des filiales Inetum Cote d'Ivoire, Inetum Egypt et Inetum Middle East.

Les actifs détenus par la société INETUM auprès de ces filiales ont fait l'objet d'une dépréciation à la clôture du présent exercice (note 3).

CONTRÔLE TIERS

La société INETUM fait l'objet d'un contrôle fiscal en cours après la clôture de l'exercice 31 décembre 2023 sur la période vérifiée 2020 – 2021 -2022.

PESPECTIVE D'AVENIR

Inetum envisage de fermer sa succursale de Singapour.

Dans le cadre des opérations de filialisation de l'activité software, Inetum devrait apporter à la société Inetum Software Holdco par voie d'apport partiel d'actif à la valeur comptable, 100% des actions lui appartenant au sein d'Inetum Software France. Puis Inetum céderait à son associé unique, Granite France Bidco, les actions détenues dans la société Inetum Software Holdco.

2.3 Règles et principes comptables

PRÉAMBULE

Les comptes annuels sont présentés conformément aux dispositions de l'Autorité des normes comptables et plus particulièrement au règlement ANC n° 2018-07 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Fonds commerciaux

Les fonds de commerce ont une durée de vie illimitée et font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

La valeur d'utilité est appréciée sur la base d'une estimation des flux de trésorerie futurs actualisés selon les principes suivants :

- les flux de trésorerie sont issus de prévisions sur 5 ans ;
- le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital du secteur ;
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuelle. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opère l'entité concernée, ainsi qu'avec sa position concurrentielle.

Le cas échéant, une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur au bilan.

La quote-part des fonds de commerce liée à la clientèle est amortie sur 5 ans linéairement.

Logiciels et Frais de développement

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et amortis sur le mode linéaire, en fonction de leur durée prévisible d'utilisation de 1 à 5 ans.

Les logiciels créés à usage interne sont inscrits à l'actif du bilan et amortis sur le mode linéaire, à compter de la mise en service, sur la durée prévue d'utilisation de 5 à 10 ans.

Les frais de développement sont inscrits à l'actif du bilan et amortis sur le mode linéaire, à compter de la mise en service, sur la durée prévue d'utilisation de 5 ans.

L'évaluation de la valeur des actifs immobilisés est effectuée chaque année, ou plus fréquemment si des événements ou circonstances, internes ou externes, indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue. La réalisation de performances sensiblement inférieures aux budgets ayant servi de base dans le cadre des évaluations précédemment réalisées, est considérée comme un indice de perte de valeur.

En particulier, la valeur au bilan des frais de développement activés est comparée à la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés (DCF), basée sur les budgets d'exploitation pour l'exercice à venir et des prévisions de chiffres d'affaires pour les quatre années suivantes. Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si la valeur au bilan est supérieure à la valeur d'utilité.

Il est constaté un amortissement dérogatoire pour le montant des dépenses portées à l'actif tant sur les logiciels créés à usage interne que sur les frais de développement activés.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les frais d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charges de l'exercice.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la durée d'utilisation probable des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

- Matériel informatique : 1 à 5 ans ;
- Matériel de transport : 5 ans ;
- Matériel de bureau/autres : 5 à 10 ans.

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Titres de participation et autres titres immobilisés

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

Les frais liés à ces acquisitions sont enregistrés en charges exceptionnelles.

La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte, notamment, de la quote-part d'Inetum dans les capitaux propres de ces sociétés et des perspectives de rentabilité appréciées par référence aux flux de trésorerie futurs actualisés de ces sociétés selon les principes suivants :

- les flux de trésorerie sont issus de prévisions sur 5 ans ;
- le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital du secteur ;
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuelle. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opère l'entité concernée, ainsi qu'avec sa position concurrentielle.

Les actions propres acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions à objectifs multiples sont considérées comme des titres immobilisés. Lorsque leur valeur d'acquisition est inférieure à la moyenne des cours du dernier mois, une dépréciation est enregistrée correspondant à la différence entre le cours historique et la moyenne des cours du mois.

Créances rattachées à des participations

Dans le cadre de la gestion de leur trésorerie, Inetum et ses filiales ont des intérêts financiers communs. Une optimisation de la gestion de leurs flux et de leurs besoins et excédents de trésorerie est réalisée par la Société mère. Ces opérations sont réglementées par les conventions de trésorerie signées entre Inetum et ses filiales.

Les sommes mises à la disposition de Inetum par ses filiales sont rémunérées sur la base de la moyenne trimestrielle Euribor 3 mois + 0,75 %.

Les sommes prêtées par Inetum à ses filiales sont rémunérées sur la base de la moyenne trimestrielle Euribor 3 mois + 1,25%

Cette règle de calcul des intérêts sur comptes courants a pour objectif de se rapprocher de la réalité économique des taux d'intérêt pratiqués par les banques et les établissements de crédit.

La décision de déprécier les comptes courants et créances rattachées à des filiales d'Inetum, est effectuée en tenant compte notamment des capitaux propres de ces sociétés et des perspectives de rentabilité appréciées par référence aux flux de trésorerie futurs actualisés de ces sociétés.

ACTIF CIRCULANT

Clients et comptes rattachés

DÉPRÉCIATION DES CRÉANCES CLIENTS

Les créances dont l'échéance est dépassée depuis plus de 12 mois font l'objet d'une analyse au cas par cas et d'une dépréciation en fonction du risque de non-recouvrement, le cas échéant, à l'exception des créances garanties par la société Euler Hermes Sfac et des créances sur les administrations qui ne font pas l'objet de litiges.

Les créances faisant l'objet de litiges sont dépréciées au cas par cas.

AFFACTURAGE DES CRÉANCES CLIENTS

Inetum procède à l'affacturage de la majeure partie de ses créances clients auprès de BNP Paribas *Factor*. Une assurance couvre partiellement le risque de non-paiement.

En présence d'un contrat d'affacturage sans recours, les créances pour lesquelles la quasi-totalité des risques et avantages a été transférée ne sont pas maintenues dans le poste « clients ».

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition ou pour leur valeur d'inventaire si celle-ci est inférieure.

L'évaluation est estimée globalement par type de placement en fonction des cours officiels à la date de clôture de l'exercice.

CHARGES A RÉPARTIR

Les frais d'émission d'emprunts sont comptabilisés en charges à étaler et repris sur la durée de l'emprunt.

Les frais d'augmentation de capital sont imputés nets d'impôt sur les primes d'émission.

CONVERSION DES ÉLÉMENTS EN DEVISES

Les dettes et créances libellées en devises sont converties aux cours en vigueur au 31 décembre. Les pertes de change latentes dégagées à cette occasion sont provisionnées.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions sont constituées pour couvrir des risques et charges nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables et qui peuvent être évalués de manière fiable.

Inetum ne provisionne pas ses engagements relatifs aux avantages du personnel à long terme. Les engagements de retraite figurent en engagements hors bilan, ils sont évalués conformément aux dispositions de la recommandation n° 2018-07 de l'ANC.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cadre de sa gestion du risque de taux et de change, Inetum est amené à souscrire des instruments dérivés. Inetum applique un traitement comptable de couverture conformément à l'article 372-2 du PCG. Pour être qualifié de couverture, il est notamment nécessaire que les instruments dérivés aient pour effet de réduire le risque de variation de valeur affectant l'élément couvert et que les variations de valeur de l'élément couvert et l'instrument dérivé soient corrélées.

Les écarts de taux dégagés sur ces instruments financiers sont comptabilisés en résultat financier.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Les règles de prise en compte du chiffre d'affaires sont les suivantes :

1) Assistance technique, conseil et intégration de systèmes en régie

Le chiffre d'affaires de ces prestations est comptabilisé au fur et à mesure que le service est rendu. Le revenu est évalué en fonction du prix de vente contractuel et des temps passés facturables. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

2) Prestations faisant l'objet d'un forfait

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir. Une provision pour perte à terminaison est constatée contrat par contrat dès qu'une perte est anticipée. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

3) Intégration de systèmes associée à des ventes de matériels

La part de revenu relative aux matériels est enregistrée lorsque le transfert des risques et avantages est effectué. Ce transfert a généralement lieu à la livraison, sauf dans les cas où les projets présentent un degré de complexité inhabituel et sont susceptibles de comporter des risques particuliers quant à leur achèvement. Dans ce cas, le projet est considéré dans son ensemble et le revenu est enregistré à l'avancement.

La part de revenu relative aux prestations de services est enregistrée à l'avancement sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir.

4) Ventes de progiciels et de matériels

Pour les ventes de progiciels et de matériels réalisées indépendamment de toute prestation de service, le chiffre d'affaires est constaté lorsque le risque est transféré au client. Ce transfert a lieu à la livraison.

5) Maintenance

Le chiffre d'affaires relatif à ces prestations est enregistré *prorata temporis* sur la durée du contrat.

IMPÔT SUR LES RÉSULTATS

L'impôt est calculé au taux en vigueur à la fin de l'exercice.

1) Intégration fiscale

La société Inetum n'est désormais plus tête de Groupe du périmètre d'intégration fiscale sur l'exercice 2023. Elle relève désormais de la société GRANITE Holdco, tête de groupe d'intégration fiscale au 1^{er} janvier 2023.

2) CIR

Les crédits d'impôt recherche sont comptabilisés en produit d'impôt.

RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments, qui, en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non-récurrence, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la Société.

2.4 Notes sur le bilan

NOTE 1 - Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	31.12.22	Augmentations	Diminutions	Effet des TUP et Reclas.	31.12.23
Frais d'établissement	437				437
Fonds de commerce	150 303	8 799		661	159 763
Relations Clientèle	16 160				16 160
Frais de développement	19 463	1 077	-2 217		18 323
Logiciels	55 032	407			55 439
Immobilisations incorporelles en-cours	24 946	15 874	-1 814		39 006
Valeurs brutes	266 340	26 158	-4 030	661	289 128
Frais d'établissement	437				437
Fonds de commerce	0				0
Relations Clientèle	12 846				12 846
Frais de développement	14 265	2 484	-2 847		13 902
Logiciels	37 397	3 630			41 027
Immobilisations incorporelles en-cours	0				0
Amortissements	64 948	6 114	-2 847	0	68 215
Fonds de commerce	6 695				6 695
Logiciels	548		-156		392
Dépréciations	7 243	0	-156	0	7 087
Valeurs nettes	194 149	20 043	-1 027	661	213 826

Les fonds de commerce concernent le mali de fusion de la société tupée Inetum Outsourcing ainsi que le rachat de Microsoft Dynamics auprès de la société VISEO à hauteur de 8 799 milliers d'euros.

Les immobilisations incorporelles en cours concernent des projets sur des logiciels à usage interne ainsi que des frais de développement.

Les provisions d'amortissement des frais de développement comprennent des amortissements accélérés sur les licences Oracles pour 346 milliers d'euros.

Les provisions pour dépréciation de logiciels concernent, à hauteur de 392 milliers d'euros le logiciel à usage interne Théseus dont la mise au rebut avait été anticipée à la suite du changement d'ERP au sein du groupe.

Les relations clientèle se décomposent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Date d'acquisition	Valeur Brute	Dotation 2023	Amort Cumulé	Valeur Nette
Gfi BUS - Relation Clientèle	01.10.15	14 094,00	0,00	10 780,00	3 314 (1)
Gfi IES - Relation Clientèle	01.07.06	1 066,00		1 066,00	
Euvoxa - Relation Clientèle	01.01.09	1 000,00		1 000,00	
TOTAL		16 160,00	0,00	12 846,00	3 314

1 : Correspond au fonds de commerce Thales

NOTE 2 - Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	31.12.22	Augmentations	Diminutions	Effet des TUP et Reclas.	31.12.23
Matériel de transport	85				85
Instal. techniques, matériel et outillage	24 232	10 131	(5 524)		28 839
Matériel et mobilier de bureau	5 460	2 280	(1 774)		5 966
Matériel informatique	11 367	3 871	(535)		14 704
Immobilisations en cours	11 568	3 329	(14 571)		326
Autres immobilisations corporelles	16				16
Valeurs brutes	52 729	19 611	(22 403)	0	49 937
Matériel de transport	85				85
Instal. techniques, matériel et outillage	16 003	5 501	(4 138)		17 366
Matériel et mobilier de bureau	3 757	532	(1 211)		3 078
Matériel informatique	7 932	2 663	(82)		10 513
Amortissements	27 776	8 696	(5 431)	0	31 041
Valeurs nettes	24 953	10 916	(16 972)	-	18 896

Les provisions d'amortissements comprennent des amortissements accélérés pour 2 764 milliers d'euros sur les installations techniques.

NOTE 3 - Immobilisations financières

(en milliers d'euros)	31.12.22	Augmentations	Diminutions	Effet des TUP et Reclas.	31.12.23
Titres de participations	418 163	17 910		(1)	436 072
Actions propres	0	-		-	0
Versement d'apport non capitalisé	5 823	-	-	-	5 823
Créances rattachées à des participations	249 990	40 454	(21 564)		268 880
Prêts	16 210	1 961	(15)		18 156
Dépôts	3 737	1 903	(1 162)	-	4 478
Compte de garantie	-	-	-	-	-
Autres créances immobilisées	-	0		-	0
Valeurs brutes	693 923	62 231	(22 739)	(1)	733 413
Titres de participations	5 732	2 140	-		7 872
Versement d'apport non capitalisé	5 823	-	-	-	5 823
Créances rattachées à des participations	14 976	4 157			19 133
Dépréciations	26 531	6 296	-	-	32 828
Valeurs nettes	667 392	55 935	(22 739)	(1)	700 585

TITRES DE PARTICIPATIONS

Les participations sont détaillées dans le tableau des filiales et participations figurant en note 23.

L'augmentation de la valeur brute des titres de participation correspondent aux titres suivants :

- Titres 47 Quai pour un montant de 14 855 milliers d'euros,
- Titres Proceed pour un montant de 3 055 milliers d'euros.

Les dépréciations de titres de participation, compte tenu des valeurs d'inventaire déterminées au 31 décembre 2023 (sur la base des prévisions sur 5 ans avec des taux d'actualisation de 10 % et de la situation nette comptable des filiales, s'élèvent à 7 872 milliers d'euros. Elles se décomposent de la manière suivante :

- Inetum Business Solutions France pour 1 482 milliers d'euros ;
- Inetum UK Limited pour 1 637 milliers d'euros ;
- Inetum Holding Tunisie pour 2 360 milliers d'euros ;
- Inetum Cote d'Ivoire pour 253 milliers d'euros ;
- Holding GFI Maroc pour 1 895 milliers d'euros ;
- Inetum Trianz pour 245 milliers d'euros ;

VERSEMENT D'APPORT NON CAPITALISÉ

Le versement d'apport non capitalisé correspond à un versement en « quasi capital » de 5 823 milliers d'euros au profit de la filiale allemande Inetum Germany. Ce montant est totalement déprécié.

CRÉANCES RATTACHÉES À DES PARTICIPATIONS

Les créances rattachées à des participations correspondent aux comptes courants des filiales long terme, dans le cadre des conventions de trésorerie du Groupe ou des conventions de prêts.

Les dépréciations des créances rattachées à des participations s'élèvent à 19 540 milliers d'euros et concernent les créances financières sur :

- Inetum Germany pour 13 873 milliers d'euros ;
- Inetum Cote d'Ivoire pour 5 111 milliers d'euros ;
- Holding GFI Maroc pour 555 milliers d'euros ;

NOTE 4 - Clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	31.12.23	dont produits à recevoir	31.12.22
Clients hors Groupe	34 907		33 840
Clients Groupe	35 263		31 558
Créances cédées au factor	42 202		52 379
Factures à établir	93 071	93 071	96 762
Créances litigieuses	699		659
Effets à recevoir	23		144
Clients et comptes rattachés, brut	206 166	93 071	215 344
Dépréciation des créances douteuses	(22 027)		(16 609)
Clients et comptes rattachés, net	184 140	93 073	198 735

L'ensemble des créances clients et comptes rattachés présente des échéances inférieures à un an.

À la suite de la mise en place du contrat de cessions de créances clients au factor sans recours, les créances cédées ne figurent plus dans le poste clients. Les créances clients cédées dans le cadre d'un contrat d'affacturage sans recours représentent un montant TTC de 109 483 milliers d'euros.

NOTE 5 - Autres créances

(en milliers d'euros)	31.12.23	dont produits à recevoir	31.12.22
Etat et autres collectivités publiques			
Créance de CICE	0		10
Autres Crédits d'impôts du groupe d'intégration fiscale	7 878		33 055
Taxe sur la valeur ajoutée	13 184		11 809
Autres impôts	1 659		481
Autres produits à recevoir	0		0
Filiales			
Filiales intégrées fiscalement, Impôt sur les bénéfices	0		2 891
Comptes courants débiteurs Groupe	83 970		88 909
Créances liées au personnel	1 654	1 194	9 935
Débiteurs divers	1 081		1 180
Avoirs à recevoir	0	0	222
Total	109 426	1 194	148 497
Dépréciation des autres créances	(9 150)		(643)
Total autres créances	100 276	1 194	147 854

CRÉDITS D'IMPÔT DU GROUPE D'INTÉGRATION FISCALE

Crédit d'impôt recherche

Les crédits d'impôt recherche comprennent essentiellement la part de la société désormais portée par la société Granite Holdco, tête de groupe d'intégration fiscale, à hauteur de 5 779 milliers d'euros. L'échéance de cette créance est supérieure à un an.

Les autres créances ont toutes une échéance inférieure à un an, à l'exception des créances de CIR afférentes aux exercices antérieurs, pour un montant de 2 099 milliers d'euros.

NOTE 6 - Comptes de régularisation

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance correspondent à des charges d'exploitation engagées au cours de l'exercice qui se rattachent à l'exercice suivant.

NOTE 7 - Capitaux propres

(en milliers d'euros)	Avant Affectation au 31.12.2022	Variation	Distribution de dividendes	TUP	Affectation du Résultat 2022	Résultat 2023	Avant Affectation au 31.12.2023
Capital	134 695	1 303	-		-	-	135 998
Primes d'émission	61 004		-		-	-	61 004
Primes de fusion	1 078	9 012	-	-	-	-	10 090
Réserve légale	13 314	-	-		155	-	13 469
Report à nouveau	97 822		-		22 662	-	120 484
Résultat de l'exercice	22 817	-	-		(22 817)	(62 798)	-62 798
Provisions réglementées	45 814	8 383	-			-	54 197
Total	376 544	18 698	-	-	-	(62 798)	332 444

Les variations des postes Capital, primes d'émission et report à nouveau sont présentées dans les faits significatifs de l'exercice.

CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2023, le capital social s'élève à 135 997 752 euros, composé de 67 998 876 actions de 2 euros de valeur nominale. Ces actions sont toutes de même catégorie.

PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées correspondent aux amortissements dérogatoires cumulés constatés sur les logiciels développés destinés à un usage interne et aux frais de développement activés.

NOTE 8 - Provisions pour risques et charges

VARIATIONS DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers d'euros)	31.12.23	31.12.22
Litiges prud'hommaux et divers risques salariaux	5 940	723
Risques fiscaux, sociaux et autres	13 576	722
Risque Perte sur marché à terme	2 360	-
Total des provisions pour risques et charges	21 876	1 445

Les autres risques comprennent essentiellement :

- une provision de perte à terminaison à hauteur de 2 360 milliers d'euros ;
- une provision relative aux loyers futurs des locaux mises sous bâches à hauteur de 2 960 milliers d'euros ;
- une provision relative aux risques juridiques à hauteur de 6 818 milliers d'euros ;
- une provision relative aux sommes contestées sur la lettre d'observation du contrôle Urssaf à hauteur de 1 753 milliers d'euros ;
- une provision relative à d'autres litiges pour 1 153 milliers d'euros

Les dotations et reprises aux provisions pour risques sont comptabilisées en résultat d'exploitation à hauteur de 3 150 milliers d'euros et en résultat exceptionnel à hauteur de 17 234 milliers d'euros.

NOTE 9 - Dettes financières

Les échéances des emprunts et dettes au 31 décembre 2023 se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31.12.23	échéances		31.12.22
		- 1 an	1 à 5 ans	
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Intérêts courus sur emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts moyen terme auprès des établissements de crédit	-	-	-	-
Intérêts courus non échus	-	-	-	-
Tirage factor	-	-	-	-
Concours bancaires courants	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes rattachées à des participations Groupe	570 797	117 808	452 989	626 584
Caution reçue	1 167	1 167	-	1 167
Intérêts courus à payer	8 920	8 920	-	9 266
Dettes rattachées à des participations	580 884	127 895	452 989	637 016
Total	580 884	127 895	452 989	637 016

Emprunt auprès des Associés

Un emprunt auprès de Granite France Bidco a été contracté le 20 juillet 2022 avec un montant principal de 452 959 134 euros et une facilité de 30 000 000 euros.

NOTE 10 - Dettes d'exploitation et autres

(en milliers d'euros)	31.12.23	dont charges à payer	31.12.22
Avances et acomptes reçus sur commandes	3 354	-	2 272
Fournisseurs	41 983	-	32 590
Factures non parvenues	30 726	30 726	24 092
Dettes fournisseurs	72 708	30 726	56 682
Dettes sociales			
Comité entreprise et rémunérations dues	571	-	614
Provision congés payés, 13ème mois et ARTT	40 079	40 079	36 982
Provision pour bonus	9 949	9 949	7 846
Autres dettes envers le personnel	2 209	2 209	1 770
Dettes envers les organismes sociaux			
Organismes sociaux	34 783	-	34 721
Charges sociales sur provisions congés payés, 13ème mois et ARTT	19 444	19 444	16 127
Charges sociales sur provisions bonus	4 825	4 825	3 421
Provision Organic	1 390	1 390	1 234
Autres provisions sur charges (taxe apprentissage, taxe sur sur l'effort construction...)	6 452	6 452	5 798
Dettes fiscales			
Taxe sur la valeur ajoutée	59 873	59 873	65 344
Filiales intégrées fiscalement, Crédits d'impôts dus	-	-	5 737
Etat, Impôts sur les bénéfices	1 284	-	-
CET	190	190	357
TVTS	162	162	173
Prélèvement à la source	2 955	-	2 907
Autres provisions sur charges	-	-	-
Dettes fiscales et sociales	184 167	144 573	183 030
Fournisseurs d'immobilisations	-	-	2 243
Factures non parvenues d'immobilisations	13 582	13 582	9 669
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13 581	13 582	11 911
Avoirs à établir	13 932	13 932	12 607
Créditeurs divers	4 989	4 989	182
Autres dettes	18 922	18 921	12 790

L'ensemble des dettes d'exploitation a une échéance inférieure à un an.

2.5 Notes sur le compte de résultat

NOTE 11 - Chiffre d'affaires

(en milliers)	31.12.23	France	Etranger
Ventes de marchandises	7 057	6 105	952
Ventes de services	926 940	858 707	68 233
Chiffre d'affaires	933 997	864 812	69 185
en %	100%	93%	7%

NOTE 12 – Production immobilisée

La production immobilisée s'élève à 13 545 milliers d'euros, dont ;

- 3 963 milliers d'euros concernent des frais de développement activés ;
- 9 583 milliers d'euros concernent des immobilisations destinées à un usage interne.

NOTE 13 – Reprises de dépréciations, provisions et transferts de charges

(en milliers d'euros)	2023	2022
Reprises dépréciations sur actif circulant	1 983	1 143
Reprises dépréciations pour risques et charges	46	600
Transfert de charges	44 566	15 059
Total	46 595	16 802

Les transferts de charges comprennent principalement les éléments ci-dessous :

- des coûts de licenciements pour 11 675 milliers d'euros ;
- des coûts liés aux déménagements pour 4 209 milliers d'euros ;
- des frais d'étude et d'audit en vue d'acquérir de nouvelles participations pour un montant de 5 908 milliers d'euros ;
- des honoraires de conseils sur les projets de transformation pour un montant de 21 936 milliers d'euros ;
- des coûts de litiges pour un montant de 604 milliers d'euros ;
- de diverses autres charges d'exploitation pour 235 milliers d'euros.

NOTE 14 – Dotations aux amortissements et dépréciations d'exploitation

(en milliers d'euros)		2023	2022
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	note 1	5 796	6 624
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	note 2	5 744	4 738
Dotations aux amortissements des charges d'exploitation à répartir		-	6 946
Dotations aux dépréciations sur actif circulant		7 396	2 105
Dotations aux dépréciations pour risques et charges		3 196	-
Total		22 132	20 413

En complément de ces provisions, une dotation d'amortissement exceptionnelle des immobilisations est constatée à la clôture pour 3 596 milliers d'euros.

NOTE 15 - Résultat financier

Les éléments constitutifs du résultat financier sont les suivants :

(en milliers d'euros)	2023	2022
Revenus des titres de participation	10 000	24 950
Revenus des comptes courants	18 956	10 158
Produits net sur cessions de VMP	-	-
Gains de change	86	163
Autres produits financiers	88	6 529
Reprises de dépréciations des titres de participation	-	548
Reprises de provisions pour charges financières	-	-
Reprises de dépréciation sur compte courant et créances rattachées	-	-
Reprises pour autres provisions financières	-	-
Produits financiers	29 130	42 349
Intérêts sur emprunts	-	(6 888)
Intérêts sur compte courant	(25 157)	(9 950)
Intérêts bancaires	(310)	1
Intérêts d'affacturage	(5 802)	(1 214)
Pertes de change	(124)	(149)
Intérêts sur Swap	(4)	(299)
Provisions des pertes de change	-	-
Dépréciations des titres de participation	(2 140)	-
Dépréciations de compte courant et créances rattachées	(12 664)	(785)
Dépréciations des actions propres	-	-
Dépréciations des autres immobilisations financières	-	-
Autres charges financières	-	(15 232)
Charges financières	(46 201)	(34 516)
RESULTAT FINANCIER	(17 071)	7 833

REVENUS DES TITRES DE PARTICIPATION

Inetum a perçu de ses filiales en 2023 un montant de dividendes de 10 000 milliers d'euros détaillé comme suit :

- 8 000 milliers d'euros de Inetum Realdolmen Belgium
- 2 000 milliers d'euros de Inetum Software France

DEPRECIATION DES TITRES DE PARTICIPATION, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS ET COMPTES COURANTS GROUPE

Les dotations de provisions pour dépréciation des titres de participations concernent Inetum TRIANZ pour 245 milliers d'euros et GFI Holding Maroc pour 1 895 milliers d'euros.

Les dotations de provisions pour dépréciation des comptes courants groupe et des créances rattachées à des participations concernent :

- Inetum Germany pour 617 milliers d'euros ;
- Inetum Côte d'ivoire pour 3 392 milliers d'euros ;
- CPLi pour 425 milliers d'euros ;
- Inetum Middle East pour 7 285 milliers d'euros ;
- Inetum UK pour 391 milliers d'euros ;
- GFI Holding Maroc pour 555 milliers d'euros.

NOTE 16 - Résultat exceptionnel

Les éléments constitutifs du résultat exceptionnel sont les suivants :

(en milliers d'euros)	2023	Produits exceptionnels 2023	Charges exceptionnelles 2023
Coûts des licenciements	(11 675)	-	(11 675)
Coût des études et audits d'acquisitions	(5 908)	-	(5 908)
Honoraires et charges diverses sur opérations exceptionnelles	(34 225)	-	(34 225)
Coût des loyers et charges versées sur bureaux vacants	(4 209)	-	(4 209)
Coûts des redressements fiscaux	(168)	-	(168)
Refacturations d'honoraires	10 330	10 330	-
Produits et charges exceptionnels sur opérations de gestion	(45 856)	10 330	(56 186)
Bonis et malis sur achat d'actions propres	-	-	-
Cessions d'immobilisations corporelles	(2 503)	23	(2 526)
Cessions d'immobilisations financières	-	-	-
Produits et charges exceptionnels sur opérations en capital	(2 503)	23	(2 526)
Dotation et reprises aux provisions pour risques exceptionnels	521	521	-
Dotations et reprises aux amortissements dérogatoires	(8 384)	7 640	(16 024)
Dotations et reprises aux provisions sur litiges prud'homaux et autres risques sociaux	(3 031)	1 067	(4 098)
Autres dotations et reprises	(17 120)	1 174	(18 294)
Dotations et reprises sur provisions exceptionnelles	(28 014)	10 402	(38 416)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(76 373)	20 755	(97 128)

COÛTS DES LICENCIEMENTS

Les coûts de licenciement relatifs aux restructurations réalisées ne sont pas considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la Société. Ces coûts, nets des reprises de provisions correspondantes s'élèvent à 11 675 milliers d'euros sur l'exercice 2023.

COÛTS DES ÉTUDES ET AUDITS D'ACQUISITIONS

Ces coûts sont relatifs aux études et audits de sociétés cibles dans le cadre de notre stratégie de croissance externe. Ils s'élèvent à 5 908 milliers d'euros. Le cas échéant, ces coûts ont été refacturés aux filiales ayant acquis les titres des sociétés.

HONORAIRES ET CHARGES DIVERSES SUR OPÉRATIONS EXCEPTIONNELLES

Ces coûts correspondent à des honoraires considérés comme non inhérents à l'activité opérationnelle de la Société. Ils s'élèvent à 34 225 milliers d'euros.

COÛTS DES LOYERS ET CHARGES VERSÉS SUR BUREAUX VACANTS

Ces coûts sont liés aux divers déménagements et charges afférentes aux locaux restants inoccupés durant l'exercice soit un montant de 4 209 milliers d'euros.

NOTE 17 – Participation des salariés

Dans le cadre de l'accord passé au sein de l'unité économique et sociale regroupant Inetum, Inetum Software et IBS, la participation de l'exercice est calculée selon une formule dérogatoire, sauf dans le cas où la règle de droit commun serait plus avantageuse pour les salariés.

La Société ne distribuera pas de participation au titre de l'année 2023 aux salariés de l'UES.

NOTE 18 – Impôt sur les bénéfices

Au titre de l'exercice, la Société a enregistré un produit net d'impôts de 5 270 milliers d'euros, qui se décompose de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Courant	Exceptionnel	2023
Résultat net comptable	8 309	(76 377)	(68 068)
- Impôt sur les sociétés	5 270		5 270
Résultat comptable avant impôt et participation	13 579	(76 377)	(62 798)
Réintégrations			30 404
Déductions			(19 927)
Base imposable transmise au Groupe d'intégration fiscale	13 579	(76 377)	(52 321)
Impôt sur les bénéfices, produit sur les sociétés intégrées			-
Impôt sur les bénéfices, charge du Groupe d'intégration fiscale			-
Total impôt sur les bénéfices			-
Contribution sur les dividendes versés et autres			
Crédit d'impôt famille			
Crédit d'impôt recherche			5 726
Autres réductions et crédits d'impôts			(456)
Total impôt sur les sociétés			5 270

DÉFICIT FISCAL

La Société dispose d'un déficit fiscal reportable.

- de 86 120 milliers d'euros au titre des déficits de l'ancien groupe d'intégration fiscale dont elle était la mère (base d'imputation élargie).
- de 8 062 milliers d'euros au titre de ses déficits propres.

ACCROISSEMENT ET ALLÈGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔT

(en milliers d'euros)	Base	Impôts
Contribution solidarité	1 390	463
Participation à l'effort de construction	-	-
Total allègements	1 390	463

2.6 Autres informations

NOTE 19 - Engagements hors bilan

ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

(en milliers d'euros)	2023	2022
Garanties de paiement des loyers	125	125
Garanties sur contrats clients	901	731
Garanties sur contrats fournisseurs	4	4
Garanties sur contrats sous-traitance	338	223
Cautions bancaires	1 368	1 083
Cautions Bancaires	80	2 080
Lettre de Confort	24 794	24 794
Garantie Autonome	1 650	1 670
Garanties données au profit de filiales		28 544
Sur contrats de location immobilière	47 211	53 393
Sur contrats de location mobilière	-	-
Engagements au titres des contrats de location		53 393
Sur indemnités de départ à la retraite	49 258	48 903
Autres	49 258	48 903

Garanties données au profit des filiales

Des cautions bancaires ont été données au profit de la société ROFF pour un montant de 80 milliers d'euros.

Engagement sur contrats de location immobilière

Au titre de ses engagements sur contrats de location immobilière, la Société porte notamment les contrats suivants :

- Bail du nouveau site de Saint Ouen : signé en 2022 pour une durée ferme de 10 ans. Au 31 décembre 2023, l'engagement correspondant s'élève à 41.7 millions d'euros ;
- Bail du site de Toulouse : renouvelé en 2021 pour une durée ferme de 9 ans. Au 31 décembre 2023, l'engagement correspondant s'élève à 5.6 millions d'euros ;
- Bail des sites de Meudon la Forêt conclu en janvier 2016 pour une durée de 9 ans. Au 31 décembre 2023, l'engagement correspondant s'élève à 637 milliers d'euros.
- Bail du site de Lyon O'saône : conclu en 2023 pour une durée de 9 ans. Au 31 décembre 2023, l'engagement correspondant s'élève à 1 423 milliers d'euros.

Taxe sur l'effort construction

La Société a prévu d'acquitter la Taxe sur l'effort de construction due au titre de l'exercice 2023 par versement auprès d'un organisme collecteur agréé sous forme de prêt à long terme. Ce versement interviendra fin 2024 pour un montant de 2 133 milliers d'euros.

Engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite

Les engagements pris par INETUM concernant les indemnités de départ à la retraite s'élèvent à 49 258 milliers d'euros au 31 décembre 2023 contre 48 903 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

Ces engagements sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Les indemnités légales et conventionnelles sont calculées pour chacun des salariés présents en fonction de leur ancienneté théorique le jour de leur départ en retraite, conformément aux normes applicables. Ces engagements sont déterminés avec une hypothèse de départ à l'initiative du salarié dans 100 % des cas, le taux moyen de charges sociales appliqué est de 47 %. Le calcul des engagements tient compte :

- d'un coefficient de présentisme basé sur le turn-over par classe d'âge, le taux moyen retenu en 2023 ressortant à 12% ;
- d'un taux de revalorisation des salaires moyen de 3.87%.
- et des tables de mortalité INSEE TH/TF 2015-2017 par sexe ;

La duration du régime est estimée à 9,3 ans, le taux d'actualisation retenu s'élève à 3,34% (*versus* 3,75 % fin 2022).

ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AU FINANCEMENT DE LA SOCIÉTÉ

Risques de change

En matière de flux commerciaux, il n'y a pas de couverture de change, l'essentiel des échanges étant effectués dans la zone Euro.

Les flux intragroupes en devises étrangères sont extrêmement limités. Lorsque INETUM investit directement ou indirectement dans une filiale étrangère, l'investissement est généralement réalisé dans la devise du pays qui en bénéficie.

À la connaissance de la Société, la présentation n'omet pas l'existence d'un engagement hors bilan significatif selon les normes en vigueur

NOTE 21 – Effectif moyen

L'effectif moyen de la Société est le suivant :

Effectif moyen	2023	2022
Cadres	7 751	7 670
Employés, techniciens, agents de maîtrise	1 013	982
Total	8 764	8 652

NOTE 22 - Informations concernant les entreprises liées

Les éléments concernant les entreprises liées et les participations sont résumés comme suit :

(en milliers d'euros)	2023
Participations brutes	436 072
Versement d'apport non capitalisé	5 823
Créances rattachées à des participations	268 880
Dépréciations des immobilisations financières	32 828
Dépôt et cautionnement versé	-
Dépôt et cautionnement reçus	(1 152)
Créances clients et comptes rattachés	35 263
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(26 174)
Autres créances : débiteurs divers	-
Autres créances : avoirs à recevoir	-
Autres créances : impôt intégration fiscale filiales	-
Autres dettes : CIR filiales	-
Autres dettes : avoirs à établir	(2 267)
Comptes courants débiteurs	82 846
Dépréciations des comptes courants débiteurs	(9 139)
Comptes courants créditeurs	(126 057)
Dettes rattachées à des participations	(452 989)
Produits d'exploitation	77 017
Charges d'exploitation	(58 337)
Produits financiers	28 956
Charges financières	(39 961)

NOTE 23 - Tableau des filiales et des participations

Les filiales d’Inetum sont les sociétés suivantes :

Dénomination sociale	Siège social		N° SIREN
<u>Participations françaises</u>			
Inetum Software France	7, rue Touzet Gaillard	93400 Saint-Ouen	340 546 993
Inetum Business Solutions France	7, rue Touzet Gaillard	93400 Saint-Ouen	315 930 578
Gfi 7 SARL	7, rue Touzet Gaillard	93400 Saint-Ouen	808 372 924
Gfi 9 SARL	7, rue Touzet Gaillard	93400 Saint-Ouen	808 373 237
47 Quai	7, rue Touzet Gaillard	93400 Saint-Ouen	385 365 713
Proceed	7, rue Touzet Gaillard	93400 Saint-Ouen	881292 064
<u>Participations étrangères</u>			
Inetum Realdolmen Belgium	Avenue Vaucamps 42	1654 Huizingen	BE0 429.037.235
Inetum Espana	Traversia Costa Brava 4	28034 Madrid	A28855260
Inetum Tech Portugal	Ed. Atlantis, Av. D. João II, n°44C, Piso 4 - Parque das Nações	1990-095 Lisboa	PT502726890
Inetum Suisse	Chemin des Aulx, 10	1228 Plan-les-Ouates	CHE-106,845,930
Inetum Luxembourg	33 rue d'Eich	1461Luxembourg	B 52 391
Inetum Holding Maroc	Parc Casanearshore, Sh. 28, plateau 701- 1100, Bd Al Qods, Sidi Maârouf	20190 Casablanca	113 607
Inetum Offshore Maroc	Parc Casa Nearshore, Sh. 28, plateau 501- 601, Bd Al Qods, Sidi Maârouf	20190 Casablanca	163 083
Inetum UK Limited	Albany House, Claremont Lane, Esher	Surrey KT10 9FQ	05054175
Inetum Polska	ul.Wołoska 24	02-675 Warszawa	0000008546
Inetum Cote d'Ivoire	06 Il Plateaux les Vallons, Avenue BOGA Doudou	06 BP 1293 Abidjan	8809862N
Inetum Holding Tunisie	Immeuble Horizon, Rue de la bourse les berges du lac 2	1053 Tunis	1173244k
Gfi Tunisie	Résidence Riadh Soukra- Bloc Fofal-AM	2045 El Aouina-Tunis	1515958R
Inetum Middle East Software House LLC	Wesbury Office Tower Unit 1705, Al Abria Street, Business Bay	Dubai	1340 407
Inetum Egypt	Building 68, Street 115, Maadi	Cairo	107 010

COMPTES SOCIAUX ANNUELS

Notes annexes aux comptes sociaux annuels

(en milliers d'euros)		Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus	
					Brute	Nette
A-FILIALES (10 % au moins du capital détenu par la société)						
Participations françaises						
Inetum Software France	France	7 977	23 686	100%	22 075	22 075
Inetum Business Solutions France	France	347	667	100%	4 803	3 321
Gfi 7 SARL	France	1	(0)	100%	1	1
Gfi 9 SARL	France	1	(0)	100%	1	1
47 Quai	France	10	1 457	100%	14 855	14 855
Proceed	France	30	319	100%	3 055	3 055
Participations étrangères						
Inetum Realdolmen Belgium	Belgique	31 154	5 632	100%	195 650	195 650
Inetum Espana	Espagne	9 015	125 048	52,14%	88 968	88 968
Inetum Tech Portugal	Portugal	1 500	16 586	100%	10 923	10 923
Inetum Suisse	Suisse	17 154	475	100%	74 599	74 599
Inetum Luxembourg	Luxembourg	6 000	(3 832)	100%	5 921	5 921
Inetum Holding Maroc	Maroc	1 767	(2 107)	100%	1 895	-
Inetum Offshore Maroc	Maroc	38	4 476	100%	36	36
Inetum UK Limited	Royaume-Uni	179	(1 158)	100%	1 638	-
Inetum Polska	Pologne	653	9 751	100%	7 642	7 642
Inetum Cote d'Ivoire	Côte d'Ivoire	228	(4 027)	100%	253	-
Inetum Holding Tunisie	Tunisie	383	(226)	100%	3 501	1 141
Gfi Tunisie	Tunisie	0	18	100%	-	-
Inetum Middle East Software House LLC	EAU	76	(3 961)	49%	-	-
Inetum Egypt	Egypte	nc	nc	100%	250	5
B- AUTRES PARTICIPATIONS		nc	nc	8%	7	7
TOTAL					436 072	428 200

COMPTES SOCIAUX ANNUELS

Notes annexes aux comptes sociaux annuels

(en milliers d'euros)		Prêts et avances consentis par la société	Provision sur créances	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
A- FILIALES (10 % au moins du capital détenu par la société)							
Participations françaises							
Inetum Software France	France	-	-	-	161 430	8 380	2 000
Inetum Business Solutions France	France	-	-	-	12 582	(732)	-
Gfi 7 SARL	France	-	-	-	-	-	-
Gfi 9 SARL	France	-	-	-	-	-	-
47 Quai	France	-	-	-	2 544	117	-
Proceed	France	-	-	-	525	(23)	-
Participations étrangères							
Inetum Real dolmen Belgium	Belgique				288 874	3 040	8 000
Inetum Espana	Espagne	130 340			609 697	(14 017)	
Inetum Tech Portugal	Portugal	28 535	-	-	48 559	(5 140)	
Inetum Suisse	Suisse	-	-	-	18 405	852	-
Inetum Luxembourg	Luxembourg	9 500	-	-	35 169	(875)	
Inetum Holding Maroc	Maroc	17 632	2 450	-	2 957	(518)	-
Inetum Offshore Maroc	Maroc	-	-	-	12 399	711	-
Inetum UK Limited	Royaume-Uni	34 287		-	875	(202)	
Inetum Polska	Pologne	11 519			45 002	4 950	-
Inetum Cote d'Ivoire	Côte d'Ivoire	4 704	3 392	-	2 716	(664)	-
Inetum Holding Tunisie	Tunisie				5 458	(716)	
Gfi Tunisie	Tunisie	-			-	(0)	
Inetum Middle East Software House LLC	EAU	-			2 037	(804)	
Inetum Egypt	Egypte		245		no	no	
B- AUTRES PARTICIPATIONS							
			-	-	no	no	-
TOTAL		236 517	6 087	0	1 249 230	(5 642)	10 000

Inventaire des valeurs mobilières

(en milliers d'euros)	Nombre de titres	Valeur nette comptable 31.12.2023
<u>Participations françaises</u>		
Inetum Software France	10 466 439	22 075
Inetum Business Solutions France	5 925	3 321
Gfi 7 SARL	100	1
Gfi 9 SARL	100	1
47 Quai	1 000	14 855
Proceed	30 000	3 055
<u>Participations étrangères</u>		
Inetum Realdolmen Belgium	5 207 767	195 650
Inetum Espana	100 000	88 968
Inetum Tech Portugal	12 000	10 923
Inetum Suisse	9 428 334	74 599
Inetum Luxembourg	30 000	5 921
Inetum Holding Maroc	185 000	-
Inetum Offshore Maroc	4 000	36
Inetum UK Limited	150 000	-
Inetum Polska	6 000	7 642
Inetum Cote d'Ivoire	15 000	-
Inetum Holding Tunisie	113 332	1 141
Gfi Tunisie	100	-
Inetum Middle East Software House LLC	147	-
Inetum Egypt	500 000	5
Total		428 193

NOTE 24 - IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANT LES COMPTES

Les comptes de la société sont consolidés par la société Granite BC Holdco.